# Inades-Formation

*Servir le bien commun - Serving the common good*

# RAPPORT D'ACTIVITES 2016

# A PROPOS D'INADES-FORMATION

## Mission et vision

Inades-Formation est une organisation panafricaine de développement dont la mission est de «**travailler à la promotion sociale et économique des populat**ions, en accordant une importance toute particulière à leur part**icipation libre et responsable à la transformation de leurs sociétés.**»

Inades-Formation se met au service du bien commun pour une vie digne pour tous et toutes.

Elle fonctionne sous forme de réseau et intervient à partir de 10 pays où sont implantés ses Associations nationales Inades-Formation Burkina, Inades-Formation Burundi, Inades-Formation Cameroun, Inades-Formation Côte d'Ivoire, Inades-Formation Kenya, Inades-Formation RD Congo, Inades-Formation Rwanda, Inades-Formation Tanzanie, Inades-Formation Tchad et Inades-Formation Togo.

Le secrétariat général est basé à Abidjan en Côte d'Ivoire.

## Public cible

Le public cible d'Inades-Formation est constitué prioritairement des populations défavorisées, particulièrement les jeunes, les femmes et les hommes vivant en milieu rural , les organisations paysannes.
Elle compte parmi ses cibles, les organisations à base communautaire et les leaders communautaires.
Elle travaille également en direction des décideurs, autorités publiques et traditionnelles.

## Champs d'action ou programmes structurants

Les différents projets et actions d'Inades-Formation sont regroupés dans les quatre programmes structurants :

- **Les systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale:**

Promouvoir les systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale, pour une agriculture durable, respectueuse de l'environnement et une vie digne pour tous y compris les acteurs de cette agriculture avec à leur tête les paysans et paysannes.

- **La microfinance communautaire:**

Accompagner les communautés défavorisées dans la mise en place de système de mobilisation endogène des financements et d'autofinancement basé sur la solidarité et par les communautés elles-même.

- **La gouvernance inclusive:**

Contribuer à l'auto-détermination des différentes communautés en matière de modèles de développement et à se prémunir contre les risques de privatisation des biens communs.

- **Le changement climatique:**

Aider les communautés à renforcer leur capacité de résilience et à développer des alternatives pour la protection des ressources naturelles.

## Axes de plaidoyer

Les actions de plaidoyer d'Inades-Formation s'inscrivent dans trois axes:

- **Politiques agricoles et alimentaires**

Plaidoyer pour des mesures politiques et programmes agricoles en faveur de l'agriculture familiale.

- **Politiques et règles de gestion des biens communs**

Cet axe vise à inciter à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques foncières justes et équitables qui prennent en compte la préservation des intérêts des populations locales et des générations futures.

- **Politiques de financement du développement rural et de l'agriculture**

Le plaidoyer vise les cadres de financement de l'agriculture au niveau étatique, le respect des engagements étatiques en matière de financement de l'agriculture et la mise en place d'un environnement politique propice à la mise en place d'instruments de solidarité financière en milieu paysan tel la microfinance communautaire.

# RAPPORT D'ACTIVITES 2016

Inades-Formation
08 B.P. Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
inadesformation.sg@inadesfo.net
www.inadesformation.net

# SOMMAIRE


| | | |
|---|---|---|
| Remerciements | | **03** |
| Mot du président | | **04** |
| 1. | Agriculture familiale | **05 - 19** |
| 2. | Microfinance communautaire | **20 - 28** |
| 3. | Changement climatique | **29 - 36** |
| 4. | Gouvernance inclusive | **37 - 42** |
| 5. | Vie associative | **43 - 44** |
| 6. | Etudes | **45 - 48** |
| 7. | Publications | **49 - 50** |
| 8 . | Rapport financier | **51 - 52** |


# SIGLES ET ABREVIATIONS

**AG** : Assemblée générale
**AGI** : Assemblée générale internationale
**AGR** : Activité Génératrice de revenus
**AN** : Association nationale
**BN** : Bureau national
**CAI** : Conseil d'administration international
**ECAGRI** : Entreprenariat collectif agricole
**ESP** : Entreprenariat Semencier Paysan
**Fonsdev** : Fonds de solidarité pour le développement
**GEC** : Groupement d'épargne et de crédit
**IMF** : Institution de microfinance
**OP** : Organisations paysannes / des producteurs
**OSC** : Organisations de la société civile
**SG** : Secrétariat Général
**SAADEV** : Stimulation et Accompagnement des Alternatives de Développement au service du bien commun
**SIM** : Système d'information sur le marché

# REMERCIEMENTS

Inades-Formation remercie tous les partenaires qui ont bien voulu l'accompagner durant l'année 2016.

Il remercie particulièrement:

**Dans les pays d'implantation**

Les autorités des dix pays où Inades-Formation est implanté, qui accueillent et facilitent son action et, plus particulièrement, les autorités ivoiriennes qui aident, de multiples manières à la bonne marche du Siège de l'Association internationale Inades-Formation à Abidjan.

**Allemagne**

- AGEH
- BFW (Brot für die Welt /Pain pour le monde)
- DED
- GIZ
- KZE / Misereor

**Angleterre**

- Brooke
- COMIC Relief

**Belgique**

- Broederlijk-Delen/Agcd.

**Canada**

- Crdi
- Inter-Pares.

**Espagne**

- Alboan,
- Entreculturas,
- Forum rural mondial
- Le Gouvernement basque
- Mairie de Pamploa
- Manos Unidas
- OXFAM Intercom
- Proclade

**France**

- AFDI (Agriculteurs Français et Développement International)
- AFD (Agence Française de Développement),
- Acting For Live
- CCFD- Terre Solidaire
- Fondation de France

**Pays-Bas**

- SNU (Netherlands Development Organization)

**USA**

- Fondation New Field
- USAD (United States Agriculture Department of Agriculture)
- USAID (United States Agency for International Development)

**Les institutions internationales et régionales :**

- Banque Mondiale
- CEDEAO
- Fida
- Pnud,
- Unicef,
- Union européenne

**Les donateurs privés**

Nous voulons aussi témoigner notre gratitude à tous ceux qui, individuellement, nous soutiennent par des dons de toutes sortes

**Nos partenaires de terrain**

Nous disons merci à tous ceux qui travaillent avec nous sur le terrain :

- Les missions religieuses,
- Les ONG
- Les organisations paysannes,
- Les structures étatiques
- Les universités et centres de recherche

# LE MOT DU PRESIDENT

*Egide Bashirahishize,*
*PCAI d'Inades-Formation*

2016 a été une année charnière pour le réseau Inades-Formation dans sa nouvelle orientation au service du bien commun.

Après le choix, en 2015, d'œuvrer pour le bien commun, 2016 a permis, non seulement, d'assoir les fondements et les grandes orientations de cette nouvelle vision, mais également, d'en débuter l'expérimentation.
En effet, ce choix n'est pas allé sans la définition d'une approche de travail adaptée.

Ainsi, dès le début de l'année, le réseau s'est attelé à finaliser la construction collective d'une nouvelle approche stratégique globale de travail et les modalités de son opérationnalisation.

En partant de la mission d'Inades-Formation relue à la lumière de son projet de société tournée vers le bien commun, l'approche de travail arrêtée a été baptisée SAADEV, c'est-à-dire Stimulation et Accompagnement des Alternatives de Développement au service du bien commun.

Cette approche de travail se justifie par la nécessité de construire une société plus juste et plus équitable dans laquelle tous et toutes mènent une vie digne.

Cela impose de trouver des alternatives au modèle de développement actuel basé sur le libéralisme, décrié parce qu'il ne cesse de déshumaniser le monde en creusant un écart toujours plus grand entre les riches et les pauvres, de transformer la majorité en laissés pour compte et renforcer le pouvoir de domination d'une minorité de plus en plus écrasante.

Inades-Formation désormais au service du bien commun veut susciter et accompagner, au sein des communautés, des alternatives de développement c'est-à-dire trouver avec les communautés une autre manière de penser et d'agir qui ne soient pas la course effrénée à la propriété privée, au pouvoir, au gain au détriment d'autrui mais bien au contraire qui mettent en avant l'intérêt général, le collectif, le bien vivre ensemble, sans toutefois mettre en péril le bien-être individuel.

Avec la SAADEV, il s'agit également de co-construire des valeurs, normes, lois et règles de vivre ensemble , puis de mener des études-recherche et conceptualiser les modèles alternatifs en vue de les propager.

Avec cette nouvelle direction, Inades-Formation se veut un courant de pensée autour du bien commun. Se repositionner comme un courant de pensée sur le développement veut dire qu'Inades-Formation renonce à être un simple consommateur des pensées politiques et économiques dominantes actuelles qui ont montrées leurs limites.

Dans cette logique, Inades-Formation s'engage à :
- S'investir pleinement dans la conceptualisation et la mise en expérimentation d'alternatives politiques, de nouvelles formes d'organisation de l'action collective ; des modèles alternatifs de production, d'échange, de consommation plus responsables, plus solidaires depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle planétaire,
- se faire entendre sur la nature, les conditions, les exigences et les fins du développement souhaité, ainsi que les réponses aux obstacles qui l'entravent,
- vivre et faire rayonner le sens du « bien commun » comme valeur fondatrice d'une société plus juste, équitable et soucieuse du nécessaire équilibre entre l'Humanité et sa biosphère pour les générations actuelles et futures.

La conférence internationale et la 15ème assemblée générale qui se sont tenues en novembre 2016, ont permis à Inades-Formation d'entamer la mise en mouvement de ce courant de pensée.

Que chacun puisse se faire le vecteur de ce courant de pensée autour du bien commun.

# 1 AGRICULTURE FAMILIALE

**Inades-Formation promeut les systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale à travers l'appui à la production, à la transformation et à la commercialisation aux agriculteurs familiaux.**

## Inades-Formation Burkina favorise la concertation des acteurs de la filière sésame au Burkina Faso

Dans le but de promouvoir un partenariat entre les différents acteurs de la filière sésame au Burkina, Inades-Formation Burkina a organisé le 28 octobre 2016, un atelier de concertation.

Cet atelier a été organisé dans le cadre du projet de **renforcement du Système d'Information et d'Accompagnement sur le marché du sésame (SIAM-sésame) dans six régions du Burkina** et avait pour objectif de jeter les bases de l'amélioration de la production et de la commercialisation du sésame.

La rencontre a réuni une **trentaine d'acteurs** de la filière notamment les producteurs, les transformatrices, les commerçants du sésame, ainsi que des représentants de structures publiques et privées d'appui. Elle a permis aux participants d'être mieux éclairés sur le fonctionnement de la filière sésame et de faire des propositions pour une meilleure commercialisation de ce produit agricole.

### Le Projet SIAM Sésame au Burkina-Faso

Le projet renforcement du Système d'Information et d'Accompagnement sur le marché du sésame (SIAM-sesame) dans six régions du Burkina a pour objectif de contribuer à améliorer la commercialisation du sésame dans un contexte international marqué par l'instabilité des prix du marché du sésame. Il consiste spécifiquement à étendre dans six (6) nouvelles régions le système d'accompagnement et d'information sur le marché du sésame, mis en place et animé depuis 2011 par Inades-Formation Burkina et ses partenaires.

Les régions concernées sont la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest, le Centre Ouest, le Centre Est, le Nord et l'Est.
Prévu pour six (6) mois (de Février à Octobre 2016), les grandes actions du projet sont :

- La mise en place d'un dispositif d'information sur le marché du sésame.
- Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs pour la commercialisation du sésame qui consiste au renforcement des capacités des acteurs relais
- La collecte et diffusion des informations sur les marchés du sésame.

*L'unité de transformation de manioc de la Coopérative de Buhoro au Burundi*

## Apporter de la valeur ajoutée aux produits agricoles du Burundi

Depuis 2015, Inades-Formation Burundi travaille avec les producteurs agricoles, pour le contrôle du processus de production, de valorisation et de mise en marché des produits alimentaires.

Inades-Formation Burundi a appuyé les premières initiatives d'amélioration des rendements des cultures vivrières à travers les bonnes pratiques agricoles principalement la production de fumure organique.

Ces appuis ont porté sur les cultures de haricot, maïs, riz, banane, pomme de terre, manioc, fruits et légumes.

Pour permettre aux producteurs bénéficiaires de valoriser leurs produits agricoles et les vendre à un meilleur prix, des unités de transformation du manioc, du riz et du maïs ont été construites pour les coopératives de Mparamirundi, Buhoro, Giheta, Ruhagarika et Rukana.

Grâce aux infrastructures et équipements installés, les producteurs bénéficient désormais des services de décorticage du riz et de mouture de manioc. Le service de décorticage apporte une valeur ajoutée au riz vendu par les producteurs.

A Rukana comme ailleurs dans les autres coopératives, l'unité de transformation comprend les bâtiments et les machines servant pour la transformation (moulin, décortiqueuse à maïs, groupe électrique). La transformation se fait dans des conditions qui garantissent une bonne hygiène et la protection de l'environnement.

En 2016 des initiatives de diversification ont été entreprises par les coopératives. Ainsi, la coopérative de Maramvya, en plus du service de décorticage de riz, facilite l'accès aux engrais subventionnés, conserve et sécurise les récoltes et le riz décortiqué.

Les unités de transformation de manioc à Kibimba et à Buhoro quant à elles fonctionnent et produisent une farine de qualité, appréciée par les consommateurs.

A l'avenir, un accent particulier sera mis sur l'amélioration des conditions d'accès au marché. Des initiatives de promotion du SIM autogéré et de vente groupée seront développées dans les coopératives pour permettre aux producteurs de vendre à des prix rémunérateurs.

Inades-Formation Burundi encouragera également les producteurs à promouvoir les techniques de compostage, les aménagements des courbes de niveau et l'agroforesterie.

*Rencontre d'échanges entre producteurs et commerçants Côte d'Ivoire*

## Une bourse inter-régionale de céréales pour aider les coopératives de céréales à mieux se positionner sur le marché

Une bourse inter-régionale sur le maïs et d'autres céréales dont l'objectif était de booster le volume des échanges commerciaux entre coopératives paysannes et les commerçants, a été organisée par Inades-Formation Côte d'Ivoire.

Elle a réuni **41 acteurs** notamment des représentants d'organisations de producteurs, de commerçants issus des régions de la Marahoué, de Gbêkê, du Hambol et du Tchologo avec 31% de femmes, du 21 au 22 décembre 2016 à Bouaké.

Y ont également pris part des autorités et partenaires techniques, à savoir le Ministère du Commerce, le Conseil Régional de Gbêkê, la Direction du Marché de Gros de Bouaké, l'Office de Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV), le Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM), et une institution financière.

Cette rencontre a avant tout constitué une occasion supplémentaire de renforcer la capacité des acteurs présents sur plusieurs thèmes dont :
- Le marché de gros, son fonctionnement et les opportunités qu'il offre ;
- La contractualisation, son utilité et quelques techniques de contractualisation ;
- L'importance de la qualité des stocks de céréales et quelques normes de qualité ;
- Les conditions, modalités et techniques d'accès aux crédits bancaires.

Après le renforcement des capacités, des rencontres «B2B»ont été organisées pour la signature de contrats. Au terme des négociations, **14 contrats portant sur 2 435 tonnes de produits agricoles** dont 85 % relatifs au maïs jaune qui ont été signés.

Cette première édition de la bourse régionale aux céréales a été un succès de l'avis des opérateurs participants et des organisateurs au regard des résultats obtenus.

## La plateforme multi-acteurs : un outil de développement de l'économie sociale

Dans le cadre de la promotion de l'agriculture familiale, à travers son programme d'appui à la filière maïs, Inades-Formation Côte d'Ivoire à la faveur du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), déroulé un projet en 2015 qui a abouti à la mise en place d'une plateforme multi-acteurs de la filière maïs dans les régions du Tchologo (Nord de la Côte d'Ivoire).

Définit comme un espace d'échange entre les acteurs de la chaîne de valeurs (producteurs, commerçants, transformateurs, acteurs institutionnels, etc.), la

*Signature de contrat entre acteurs de la filière maïs en Côte d'Ivoire*

plateforme multi-acteur a pour objectif d'aider les acteurs à identifier collectivement les défis et trouver les opportunités d'améliorer la production et la commercialisation par l'adoption de meilleures technologies et innovations.

Ainsi, après avoir contribué au renforcement des capacités des acteurs membres sur le rôle et l'animation de la plateforme, les bonnes pratiques innovantes de production du maïs, l'organisation et le fonctionnement des plateformes, l'accent a été mis en 2016 sur l'élaboration de son plan d'action et le suivi de sa mise en œuvre.
Celle-ci s'est faite de manière participative, à travers l'organisation d'un atelier qui a servi à identifier le problème majeur des acteurs, les actions à mettre en œuvre, à les planifier et à les budgétiser. Il est ressorti de cet exercice que l'accès aux facteurs de production (semences, engrais) constituait le défi majeur des acteurs de la filière dans cette région.

Le suivi de la plateforme a révélé que celle du Tchologo s'est appropriée son plan d'action et a obtenu des résultats notables. Pour mieux évaluer les capacités de production des OPA membres et anticiper sur la commercialisation du maïs, la plateforme a initié un recensement des coopérateurs à la base. Ainsi, elle a pu dénombrer à ce jour 1 000 producteurs et productrices.

En prélude aux prochaines campagnes, outre les commerçants de la plateforme, les responsables de la plateforme ont entamé des négociations avec des commerçants du marché de gros de Bouaké et des particuliers à Abidjan. Inades Formation Côte d'Ivoire accompagne ces efforts, en mettant à la disposition des acteurs, les informations sur les marchés du maïs à travers la diffusion quotidienne de SMS et des bulletins mensuels d'information, la formation des producteurs sur les bonnes pratiques culturales et post-récolte, les mises en

**Le système d'information sur le maïs en Côte d'Ivoire**

Dans le cadre de la promotion de l'agriculture familiale comme base de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, Inades Formation Côte d'Ivoire s'investit depuis 2012 dans l'accompagnement des producteurs de la filière maïs.
Cet appui porte à la fois sur l'amélioration de la productivité et de la qualité du maïs, l'amélioration de la commercialisation et la structuration des acteurs.
Au titre de l'appui à la commercialisation, l'Institution développe depuis 2012, un Système d'Information sur le Marché (SIM) du maïs. Ce système permet de mettre à la disposition des producteurs, productrices, commerçants et transformateurs, des informations sur le prix et les stocks de maïs. Ces informations, collectées sur 20 marchés par les membres des coopératives partenaires, sont diffusées à travers des SMS, des bulletins d'informations et le site internet www.simagri-ci.info.
Ce sont ainsi 12 bulletins mensuels, près de 3 163 832 SMS, plus de 200 articles d'actualités agricoles qui ont été diffusées à plus de 116 000 personnes reparties sur la quasi-totalité du territoire national.

*Un planteur dans son champ de cacao biologique en Côte d'Ivoire*

relation avec des acheteurs, la sensibilisation aux ventes groupées et l'appui à la structuration des groupements.

Ces actions ont permis de conférer une certaine crédibilité à la plateforme si bien que les responsables ont facilité l'introduction de dossiers de demande de prêts en 2016 auprès d'une structure de microfinance pour accompagner le cycle de production du maïs dans la zone. **30 producteurs** ont bénéficié de crédits d'un montant global de 5 670 000 F.CFA. Ce crédit a servi pour certains producteurs à payer une partie des intrants de la campagne, pour d'autre, le prêt a permis d'assurer la scolarité des enfants.

## Quand l'agriculture biologique fait d'une petite coopérative une référence dans sa région

En Côte d'Ivoire, la cacao-culture biologique est devenue une réalité avec l'engagement des membres de la Société Coopérative Equitable du Bandama (SCEB). En effet, avec l'appui d'Inades-Formation Côte d'Ivoire, cette coopérative de M'Brimbo (département de Tiassalé) avec 38 producteurs au départ, a réussi à se faire une place sur le marché européen biologique avec l'obtention de son premier certificat et la réalisation de sa première exportation d'environ 14 tonnes en 2010 ainsi que l'obtention pour les producteurs d'une marge de 750 F.CFA/kg par rapport au prix du cacao conventionnel.

Depuis cette première expérience, la SCEB n'a cessé de consolider sa position en s'appropriant davantage les principes de la production et de la certification biologiques et Equitables Solidaires Responsables (ESR), en élargissant sa base de production avec l'adhésion de nouveaux producteurs et en améliorant son fonctionnement et sa gestion financière.
Ces efforts accompagnés par Inades Formation Côte d'Ivoire, lui ont permis en 2016 d'exporter 50 tonnes de fèves de cacao biologique à deux clients. Les responsables se sont pleinement appropriés les principes de la certification biologique et équitable au point où ils assurent eux-mêmes depuis 2014 la préparation et la réalisation des missions d'inspection de l'organisme certificateur. Pour marquer leur engagement au respect des principes, ils refusent systématiquement les produits phytosanitaires mis à disposition par les structures étatiques.

La Société Coopérative Equitable du Bandama s'avère être à la fin de l'exercice 2016, une coopérative organisée qui fonctionne conformément à l'acte uniforme OHADA et dont les organes fonctionnent correctement. La Coopérative paie ses impôts et dépose ses bilans financiers dans les délais requis par la loi. Elle améliore les services rendus à ses membres. Ainsi, en plus de l'organisation de la commercialisation, elle s'investit dans la production en subventionnant en partie le matériel (machettes, bottes, limes). Depuis 2016, les comptes

*Récolte d'arachides*

sont gérés par les administrateurs.

Le dernier bilan moral a relevé une satisfaction des producteurs quant à la commercialisation du cacao biologique. Les revenus engrangés sont surtout investis dans la scolarisation des enfants, les soins de santé, l'amélioration du cadre de vie (réhabilitation et/ou construction d'habitats), l'acquisition de moyens de déplacement et la création d'activités génératrices de revenus (petit commerce).

Au niveau social, l'Assemblée Générale a pris la résolution de contribuer à la construction du centre de santé du village pour se conformer au principe de redistribution des ressources à la communauté. Ces acquis suscitent l'admiration des autorités administratives, des responsables de la filière cacao et des autres producteurs envers la SCEB. Ce qui a pour effet, le financement de la construction dans le village de deux logements d'instituteurs par le Conseil Café-Cacao.

Les impacts sont si palpables que la coopérative qui avait déjà atteint une soixantaine de producteurs biologiques est en phase d'extension à d'autres localités du département avec l'adhésion de quarante nouveaux adhérents.

## Produire localement des semences de qualité

Dans les villages des Provinces du Kwilu et Mai-Ndombe en RD Congo, les agriculteurs n'avaient pas accès aux bonnes semences, ce qui compromettait la qualité et la quantité de leur production entraînant de faibles revenus pour les ménages.

Avec le projet d'**Appui au renforcement des capacités de production agricole et de suivi-monitoring des Unions pour l'agriculture durable dans les Provinces du Kwilu et Mai-Ndombe en RD Congo**, Inades-Formation RD Congo contribue au développement du secteur semencier paysan dans les unions/OP de ces provinces. L'objectif est de renforcer les capacités techniques des ménages agricoles de 7 Unions paysannes, comprenant 3145 membres dont 1491 femmes, en vue de les amener à accroître leurs productions d'arachide, de maïs et de manioc.

Les principales actions du projet consistent à faciliter l'accès des producteurs aux semences de qualité, faciliter l'apprentissage des itinéraires techniques culturaux (ITC), à renforcer les capacités de suivis dans les Unions, à constituer un cadre de synergie et à renforcer le rôle des femmes et jeunes paysans.

Ainsi, des agri-multiplicateurs ont été identifiés et formés. Inades-Formation Congo a appuyé l'acquisition de semences ; contribué à la réalisation des champs semenciers dans les OP et les CSPP (Centres Semenciers Pilotes de Proximité) et facilité la distribution de semences produites aux OP et ménages agricoles. Il a également mené des sensibilisations et assuré le suivi des champs semenciers et des champs de production des

*Séchage du haricot au soleil après la récolte*

ménages.

Grâce à ces actions, il y a désormais des agri-multiplicateurs dans les différentes Unions qui maîtrisent et pratiquent bien les normes et techniques semencières ; les semences sont disponibles dans les différents villages. Les familles paysannes demandent de plus en plus les semences de qualité multipliées par les OP/ agri-multiplicateurs, ce qui a permis de doubler les rendements d'arachide et les OP et unions développent de plus en plus leur responsabilité vis-à-vis de la semence de qualité.
Les ménages agricoles et des OP/Unions manifestent beaucoup d'intérêts pour les appuis particulièrement sur l'action semencière et se disent satisfaites.

## Élevage et commercialisation de la volaille traditionnelle dans les régions rurales du Bas Kenya Oriental

Le poulet traditionnel est la race dominante de volaille dans les régions rurales du Bas Kenya Oriental. Les paysans maintiennent ce type de race à cause de sa forte demande dans les zones urbaines du Kenya. Sa chair et ses œufs sont plus savoureux et la plupart des consommateurs les préfèrent à ceux des races commerciales.

L'élevage des poulets traditionnels par les petits paysans a plusieurs avantages, tels qu'un bas investissement initial, comparé à celui des races commerciales ; ils résistent plus à des conditions difficiles, y compris les maladies et peuvent être nourris par des produits locaux bon marché. Une fois laissés à l'air libre ils ont besoin de peu de nourriture ou d'autres soins.

Les fientes des poulets sont riches en nutriments qui peuvent être utilisés pour fabriquer le compost, les engrais et des aliments pour le bétail. Les

### Témoignage

***Annah Munyao** est une avicultrice de la localité de Mbiuni, Comté de Machakos, qui mène à bien ses activités. Elle élevait, pour se nourrir, un petit nombre de poulets dans sa cuisine.*
*Elle avait perdu beaucoup de poulets du fait des mauvaises méthodes de gestion, du manque de poulailler et de contrôle des maladies communes de volaille.*

*Après avoir reçu les formations d'Inades-Formation Kenya sur les normes de poulailler approprié, la formulation d'alimentation et de contrôle des maladies de volaille, elle a construit un grand poulailler et a commencé à élever les poulet pour les vendre. En 2016, elle a élevé 150 poulets traditionnels et est parvenue à vendre 65 coqs et 30 poules qui lui ont rapporté en tout Ksh. 121.500. Ce qui lui a permis de payer les frais de scolarisation de son enfant et de répondre à d'autres besoins familiaux. Elle agrandit actuellement le poulailler avec l'intention d'élever plus de 200 poulets*

*Élevage de poulets traditionnels*

revenus tirés de la vente des poulets sont souvent confiés aux femmes et aux jeunes.
Avant l'intervention d'Inades-Formation Kenya, les paysans n'élevaient les poulets que pour leur propre consommation. Ils devaient faire face à d'innombrables défis, tels que la mortalité élevée des poulets causée par de mauvaises pratiques; de petits poulaillers abritant trop de volaille ; une alimentation pauvre; un manque de contrôle des maladies communes de volaille et de la commercialisation, car la chaîne de commercialisation est entièrement aux mains des courtiers.

Après les discussions entre Inades-Formation Kenya et les paysans des trois Comtés du Bas Kenya oriental, l'organisation a convaincu les paysans d'élever les poulets en vue d'avoir des revenus.

Ces derniers ont invité Inades-Formation Kenya à les aider à relever les défis qu'ils rencontrent dans la production de volaille. L'objectif était d'augmenter le nombre de poulets et le taux de survie des poussins pour une meilleure sécurité alimentaire et de meilleurs revenus pour les paysans.

Inades-Formation Kenya a mobilisé en tout **1.210 paysans** dans des associations de producteurs/commerçants. Les membres des associations ont été formés sur les abris de volaille, la formulation des aliments et des maladies de volaille et leur contrôle.

Des paysans ont été également formés à de meilleures méthodes de commercialisation de volaille (vente collective), aux études de marché, à l'engagement des vendeurs et aux négociations, l'échantillonnage des produits, une meilleure unité de commercialisation, etc.

Inades-Formation Kenya a mis des paysans en relation avec l'Organisme «Kenya Agricultural & Livestock Research Organisation (KALRO)» , un organisme para-gouvernemental qui fait des recherches sur les races traditionnelles de poulet. Des paysans ont également reçu des races traditionnelles améliorées pour les élever. Les paysans ont été mis en contact avec des sociétés ayant des unités d'incubation pour les poussins traditionnels où ils sont achetés et sont élevés.

Les paysans qui se sont engagés dans l'aviculture commerciale ont construit de grands poulaillers et obtenu en retour des revenus plus élevés et sont à l'abri de la faim.

En 2016, ils ont vendu en tout **54.993 poulets pour un montant de Ksh. 30,2 Millions.**
Cela a permis aux paysans bénéficiaires, dont une majorité de femmes et de jeunes, de devenir indépendants. Il est évident que les familles sont plus paisibles et plus heureuses, car les femmes demandent moins de l'argent à leurs maris pour les dépenses familiales et leurs groupes sociaux.

La production et la vente de volaille doivent être améliorées en créant des centres de commercialisation et des unités de production modèles où des poussins sont incubés en grande quantité. Ces équipements aideront des paysans

## Inades-Formation Togo et ses partenaires capitalisent le «partenariat OP-IMF-ONG pour l'accès des petits producteurs au crédit intrant et warrantage »

En 2010, dans un contexte peu favorable au financement du secteur agricole, et dans le cadre d'un projet d'appui à la filière céréalière, Inades-Formation Togo et la Centrale des producteurs de céréales du Togo ont mis en place un modèle de financement agricole basé sur un fonds de garantie, d'un montant total de 180 000 euros (118 millions de francs CFA), financé par l'Union européenne et l'Agence française de développement, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, afin de permettre l'accès des petits producteurs céréaliers aux crédits intrants et warrantage.
Ce fonds de garantie, logé au sein de deux (2) institutions de microfinance, FUCEC et WAGES, a permis de financer des crédits intrants pour environ 4.000 producteurs/an sur 4-5 campagnes agricoles. Il était aussi question de rapprocher durablement ces IMF des producteurs agricoles, en instaurant une relation de confiance entre les deux parties, afin de garantir aux producteurs un accès pérenne au crédit. Il a été effectif pour déjà 6 campagnes agricoles (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, 2015-2016). Il a également permis l'accès au crédit warrantage pour plusieurs centaines de producteurs. Globalement, le taux de remboursement est resté élevé (plus de 95%).
Devant le succès de ce partenariat, les institutions parties prenantes ont décidé de capitaliser l'expérience, d'en tirer des enseignements, d'identifier les grands enjeux, les forces et les faiblesses du dispositif mis en place et de diffuser les acquis au niveau sous régional. C'est ainsi que le projet « **Capitalisation sur un partenariat innovant pour l'accès des petits producteurs au crédit agricole au Togo** » a vu le jour et est mis en œuvre avec l'appui financier de ARAA/CEDEAO.
Ainsi, en 2016, diverses actions, à savoir l'analyse participative de l'expérience, des ateliers thématiques CPC-IMF; 5 ateliers régionaux de partage auxquels ont pris part 118 personnes, ont été mises en œuvre et ont permis d'avancer dans la capitalisation.

Plusieurs acteurs, notamment des IMF, s'accordent à dire que les fonds de garantie sont nécessaires dans le cadre du crédit agricole. Toutefois, pour certains, les fonds de garantie sont une solution de facilité qui encourage la paresse dans le recouvrement. Pour être réellement efficace, les fonds de garantie doivent être bien encadrés. Le risque que le fonds de garantie constitue un « oreiller ou un matelas de paresse » soulève trois questions clés au sujet de la gestion des fonds de garantie, à savoir : (i) la répartition du risque entre le fonds de garantie, l'institution de crédit et l'emprunteur, (ii) les modalités d'appel du fonds de garantie et (iii) la communication autour du fonds de garantie qui reste utile pour faciliter l'accès au crédit pour les couches les plus vulnérables.

L'expérience du partenariat entre la CPC – Togo et les IMF FUCEC et WAGES montre que, dans un contexte où les institutions financières ont délaissé le secteur agricole, au moyen d'un appui externe à une OP, même naissante, et de mécanismes appropriés et incitatifs de garantie, il est possible de construire un partenariat durable entre OP et IMF pour faciliter l'accès au crédit agricole pour les petits agriculteurs du sous-secteur de la production vivrière, surtout lorsque le financement agricole tient une place de choix dans la vision de l'IMF.
Dans la construction d'un tel partenariat, outre l'implantation géographique et la capacité financière, la place du financement agricole dans la stratégie de l'institution financière ainsi que son adéquation avec les orientations stratégiques de la faîtière d'organisations de producteurs devraient constituer des points d'attention ou des critères clés de l'identification des institutions financières partenaires.
L'expérience montre également qu'en matière de garantie des prêts aux petits agriculteurs, le suivi-appui technique de proximité rassure l'IMF davantage que la garantie financière. Autrement dit, plus qu'une garantie financière, la mise en place d'un dispositif permanent d'appui technique est un facteur d'incitation, de motivation, d'engagement et de réussite dans la construction de partenariats entre OP et IMF.
L'expérience a en outre confirmé que la commercialisation est étroitement liée au crédit, comme étant partie constituante de l'ensemble des services nécessaires à l'exploitant pour développer son potentiel de production. Toutes choses égales par ailleurs, c'est le marché qui rembourse le crédit.

Pour les activités à venir, il s'agira de :

- poursuivre et terminer la rédaction du livret de capitalisation ;
- achever la réalisation du film documentaire ;
- organiser l'atelier sous régional qui doit connaître la participation des acteurs du monde des IMF, des OP d'envergure nationale et sous régionale, des institutions étatiques et des ONG, afin de jeter de véritables bases d'un plaidoyer pour un financement adéquat des agriculteurs familiaux et aussi, et surtout, la mise en place de conditions idoines pour la commercialisation de leurs produits.

*Les agriculteurs familiaux présentent les fruits de leurs fermes à l'exposition agricole de Machakos 2016- Kenya*

à élever en vrac les poulets traditionnels et les commercialiser en gros.

## Apprendre à travers les foires agricoles

Dans le cadre de la promotion de l'agriculture familiale au Kenya, Inades-Formation Kenya a aidé les agriculteurs familiaux à participer aux foires commerciales et expositions agricoles en vue de leur permettre d'acquérir davantage de compétence et de connaissances dans le domaine de l'agriculture.

Les coûts de participation aux foires et fora commerciaux, qui sont des plates-formes clé d'apprentissage sont exorbitants pour eux alors même que la plupart d'entre eux n'ont pas accès aux informations utiles et manquent de qualifications nécessaires pour améliorer la production agricole.

Inades-Formation Kenya et le Comité National du Kenya pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (CNKAIAF), ont ainsi aidé **36 leaders paysans** des Comtés du Kenya central (Muran'ga et Kiambu) et du Kenya oriental (Machakos, Kitui et Makueni) à participer à la Foire commerciale internationale de Nairobi et à réaliser une visite d'étude d'une journée à l'Exposition agricole du Bas Kenya. Ce fut l'occasion pour les agriculteurs familiaux de faire des expériences d'apprentissage, particulièrement en ce qui concerne les meilleures innovations et bonnes pratiques agricoles.

Lors de ces foires commerciales, ils ont exposé et vendu des fruits et légumes de leurs fermes, présenté des techniques de conservation locale de graines, de collecte de l'eau pour une meilleure production dans les zones sèches, des méthodes naturelles de lutte contre les maladies et les parasites des plantes, échangé davantage sur l'importance de l'Agriculture Familiale, etc.

## Favoriser l'accès aux semences de qualité et au marché du sésame à travers des entrepreneurs communautaires

Dans le cadre du projet d'appui à la production et à la commercialisation du sésame, l'appui apporté par Inades-Formation Tanzania aux paysans et aux communautés rurales a consisté essentiellement au renforcement des capacités à travers la formation, la recherche – action et à l'appui à l'encadrement.

Dans la mise en œuvre du projet, le modèle des entrepreneurs communautaires a été adopté en mettant les paysans en contact avec des marchés de sésame.

Les entrepreneurs communautaires sont des personnes formées venant des villages couverts par le projet et choisies selon des critères bien définis tels que l'expérience des affaires, le capital,

*Les agriculteurs préparent l'oignon au centre de collecte de l'oignon pour la vente- Tanzanie*

l'acceptabilité dans la communauté, la possession des équipements de transport et de stockage de sésame, etc. Ces derniers sont proposés par les membres des Groupes Paysans.

L'objectif principal de ce modèle est de réduire le nombre d'intermédiaires entre les paysans et l'acheteur final pour permettre au paysan d'obtenir le meilleur prix.

Durant l'année commerciale de 2016, au total **80 entrepreneurs** de la Communauté ont été identifiés et 68 formés et mis en contact avec les acheteurs.
Ils ont reçu des smartphones pourvus du logiciel de formations en culture de sésame Kplus ; un logiciel qui permet de diffuser les bonnes pratiques de culture du sésame. Les entrepreneurs équipés d'un tel téléphone doivent chacun toucher au minimum 35 paysan.

Environ **1.700 petits paysans** se sont inscrits à la formation. Les paysans participants ont apprécié le logiciel et l'ont trouvé flexible dans son application, facile à suivre et à comprendre [langue, photos et vidéo]. Grâce à ces formations (bonnes pratiques agricoles) les paysans ont augmenté la production et la commercialisation du sésame.

Par ailleurs, 20 paysans ont été formés à la production de semences et ont pu produire 5 tonnes de semences qu'ils ont vendues à leurs collègues paysans à un prix raisonnable moyen de Tshs 5,000/Kg.

Les producteurs de semences ont obtenu un revenu s'élevant à Tshs 25 millions, soit un équivalent moyen de 1.25 million pour chaque producteur de semences.

La disponibilité des semences permettra aux paysans d'agrandir la zone de production du sésame, grâce à la disponibilité des semences. En considérant que 1.5Kg de semences de sésame suffit pour planter un demi-hectare, les 5.000 kilogrammes produits seront plantés dans plus de 3,200.

### Les bonnes pratiques agricoles réduisent les pénuries alimentaires en Tanzanie

La majeure partie de la production des petits paysans est fondée sur l'agriculture familiale. C'est la source des revenus et de l'alimentation. Durant l'année 2016, grâce l'adoption par les petits paysans des bonnes pratiques agricoles qui leur ont été enseignées durant le projet 75% des bénéficiaires cibles ont enregistré un plus grand nombre de repas par jour, passant de 1 à 3. Le nombre de mois de pénurie alimentaire est tombé de 6 à moins de 2 mois.
L'utilisation du paquet agronomique approprié, de la technologie appropriée et des innovations paysannes a conduit à de meilleurs rendements des cultures de plein champ et des producteurs d'oignon. Les petits paysans vulnérables ont été davantage capables de s'adapter au changement climatique.

*Maïs à décortiquer*

## La transformation du maïs, une valeur ajoutée pour les femmes dans le Mayo-kebbi au Tchad

Des facteurs contraignants se trouvent tout au long des différents maillons des filières agricoles au Tchad et limitent les opportunités de transformation à petite et grande échelle.

En effet, le développement de la transformation des produits agricoles est tributaire des unités de transformation adaptées et des dynamiques des acteurs impliqués. Les femmes très impliquées dans la transformation sont confrontées à de nombreuses contraintes. Il s'agit entre autres de leur faible niveau de scolarisation et d'alphabétisation, d'un accès très limité au crédit ; de la faible qualification des femmes et la professionnalisation insuffisante de leurs organisations dans le domaine de la transformation; du manque d'unités adaptées pour la transformation qui rend leurs tâches plus longues et pénibles ; etc.

L'amélioration de ces conditions devrait donc contribuer à augmenter la valeur ajoutée et le revenu des femmes.

C'est dans ce contexte que Inades-Formation Tchad a apporté un appui spécifique aux producteurs de la filière maïs à la transformation des épis en graines et des graines en farine par le biais d'une unité de transformation.

Cet appui a été réalisé dans le cadre du **projet d'appui aux filières porteuse dans le Mayo-Kebbi (PAFAM)**, un projet orienté sur le développement d'un nombre limité de filières agricoles (maïs, riz, arachide, sésame) à fort potentiel économique pour le petit paysan et pour lequel Inades-Formation Tchad accompagne cinq groupements féminins de productrices.

L'appui aux groupements féminins en unité de transformation des produits s'est fait de manière participative avec l'implication des producteurs/productrices, des chefs de villages et des chefs des cantons pour identifier le lieu de l'implantation de l'unité de transformation.
Une unité de transformation, tenant compte de la spécificité du maïs à transformer a été mise à la disposition des transformatrices. Il s'agit d'une décortiqueuse et d'un moulin à maïs. Les producteurs et productrices concernés ont construit un hangar pour abriter ces équipements.

Les femmes membres des organisations concernées, les membres du comité de gestion, ainsi que les membres de la coordination de la filière maïs ont été formés à l'utilisation de l'unité de la machine pour la transformation du maïs en quantité et de qualité. Ils ont également été formés sur l'hygiène, la qualité et standardisation des produits et les fréquences des entretiens.

Les animateurs du projet ont conçu des outils de gestion pour les membres du comité de gestion de l'unité de transformation pour l'enregistrement des recettes et dépenses. Un cahier d'entretien permet

*Champ de maïs*

l'enregistrement du temps de travail, des pannes, des pièces échangées, des dates de vidange.

Pour éviter certaines insuffisances, tels que le non-respect des règles de gestion et de la clé de répartition des gains par certains comités de gestion, des formations supplémentaires relatives à la vie associative et des appuis conseils ainsi que le suivi des bénéficiaires en impliquant les membres de la coordination filière maïs ont été données.
Les unités installées sont opérationnelles et rentables. **410 sacs de maïs ont été transformés en 351 sacs de farine** en une année et la vente a rapporté de grands bénéfices.

## Le projet PAFAM au Tchad

La région du Mayo Kebbi fait partie des zones du Tchad, où les populations subissent un appauvrissement dû aux multiples contraintes (changement climatique ; sécheresse ; faiblesse institutionnelle ; faible structuration des organisations rurales, etc.). Le secteur agricole dans cette région recèle pourtant un potentiel qui dépasse de beaucoup son niveau de production actuel.

Dans un tel contexte, le développement des filières peut contribuer de façon signifiante à la croissance économique de la région du Mayo-Kebbi sur la base de son potentiel et de ses avantages comparatifs. Cette croissance peut être atteinte par l'augmentation du taux de transformation des matières premières produites et par un meilleur accès aux marchés, mais aussi par une augmentation de la production primaire en optimisant l'utilisation du potentiel de production.
C'est pourquoi le projet PAFAM a été initié avec pour objectif d'améliorer durablement les revenus et les moyens d'existence des familles agricoles du Mayo-Kebbi et leurs organisations, en les intégrant dans des filières rentables fondées sur le potentiel agro-écologique local.

Le projet est implanté dans les deux régions Ouest et Est du Mayo Kebbi.
Les groupes cibles du projet pour les quatre filières ciblées sont les producteur/trices de riz, de maïs, de sésame et d'arachide, regroupés au sein d'OP, leurs unions et leurs fédérations.
Ils sont regroupés dans six organisations faitières (AOPK, APIBASE, OPLO, OPAG, OPBL, AAOPPA) comprenant 2 292 groupements (dont au moins 30% de femmes et de jeunes) et comptant près de 36 400 producteurs et productrices.

La stratégie de mise en œuvre du projet s'articule autour de deux composantes techniques à savoir : Appui à la structuration, à la production, à la commercialisation et la facilitation du partenariat entre les organisations de producteurs et les autres opérateurs économiques agissant en amont et en aval de la production. Le projet a démarré en mai 2013 et a pris fin en mai 2016.

*Atelier de partage des bonnes pratiques de conservation des maïs au Togo*

## l'amélioration de la compétitivité de la filière céréalière au TOGO

Dans le cadre du **Projet d'appui au développement de entrepreneuriat collectif agricole**, qui a démarré depuis 2014, Inades-Formation Togo accompagne la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (CPC-Togo) et ses démembrements à accroître de façon significative leur productivité et leurs revenus.
Durant l'année 2016, Inades-Formation Togo a facilité l'atelier de formalisation du partenariat entre la CPC-Togo et Réseau National des Producteurs de Semences de Céréales du Togo (RNPSC-Togo) et renforcé les capacités des membres de la CPC-Togo et ses démembrements en matière de bonnes pratiques de gestion de l'aflatoxine dans les filières céréalières.

En effet, pour permettre aux producteurs de céréales d'accéder à des semences de qualité (surtout certifiées), une rencontre a été organisée entre la CPC-Togo et le RNPSC-Togo en vue de définir un cadre de partenariat d'offre de services. La mise en œuvre de ce partenariat permettra, non seulement de contribuer à accroître l'utilisation des semences certifiées par les producteurs membres de la CPC-Togo, mais aussi permettra aux deux (2) organisations d'appuyer le développement agricole dans le pays.
La compétitivité des céréales constitue un enjeu majeur pour les producteurs de la CPC-Togo. Cette compétitivité est souvent facteur de la qualité des semences utilisées par les producteurs.
Par ailleurs, toujours pour permettre à la CPC-Inades-Formation Togo a organisé une session de formation des délégués des Unions régionales de producteurs de céréales, au nombre de 45 dont 11 femmes, sur les bonnes pratiques de gestion de l'aflatoxine dans les filières céréalières.

L'aflatoxine est une toxine hautement cancérigène produite par certains champignons en particulier ceux de la famille Aspergillus flavus et Aspergillus parasiticus. Ces champignons, ainsi que les toxines qu'ils produisent, résident normalement dans les sols et sur la matière végétale, y compris des graines des céréales, des semences, des arachides et d'autres légumineuses dans les régions tropicales.
L'exposition à l'aflatoxine chronique peut avoir un impact négatif sur la santé et provoquer un cancer du foie, un retard de croissance chez les enfants, etc.
L'analyse des échantillons du maïs exporté par la CPC-Togo en 2015 au Ghana, à travers le contrat de vente avec la Société PREMIUM FOOD de Koumassi, a révélé un taux anormalement élevé d'aflatoxine, entraînant des répercussions sur le partenariat entre les deux (2) organisations.
La rencontre est intervenue dans un cadre général d'analyse et de partage sur la commercialisation des céréales, initiative pilotée dans le cadre du projet «Capitalisation sur un partenariat innovant pour l'accès des petits producteurs au crédit agricole au Togo ». Les échanges ont permis aux participants de prendre conscience de l'impact négatif de la contamination à l'aflatoxine des produits céréaliers sur leur valeur commerciale et de partager des bonnes pratiques permettant de minimiser cette contamination.

## L'Entreprenariat semencier paysan (ESP) : un nouveau concept pour booster les initiatives semencières dans les communautés paysannes

L'accès des petits producteurs aux semences de qualité est primordial dans le processus d'intensification durable de la production agricole. Plusieurs statistiques indiquent que plus de 80% des semences utilisées en Afrique sub-saharienne sont des semences paysannes. Les semences paysannes étant celles qu'un agriculteur prélève dans sa récolte en vue d'un semis ultérieur ou celle acquise sur le marché local (issue des initiatives paysannes).
Pourtant, d'une manière générale, les lois semencières en Afrique décrètent les semences paysannes illégales et les qualifient d'inadaptées.

Que faire alors de ces environ 80% de semences utilisées par les producteurs en Afrique et qui sont appelées semences paysannes ?

C'est ainsi que dans le cadre de l'Entreprenariat collectif agricole (ECAGRI), les Bureaux nationaux d'Inades-Formation accompagnent des initiatives des organisations paysannes en matière de mise en place et gestion des services de production et/ou d'approvisionnement en semences et intrants de qualité (Cameroun et Togo sur le maïs, Burkina Faso sur le niébé, Côte d'Ivoire sur le fonio, Burundi et Tchad sur le riz, Rwanda sur la banane, Congo sur le riz, maïs, manioc, etc.).

L'analyse de ces différentes initiatives des BN a montré la nécessité pour les groupes accompagnés de passer des productions informelles ou subventionnées de semences vers l'Entreprenariat semencier paysan (ESP), ceci pour garantir la durabilité de ces initiatives qui se retrouvent souvent dans l'impasse après quelques années d'accompagnement.

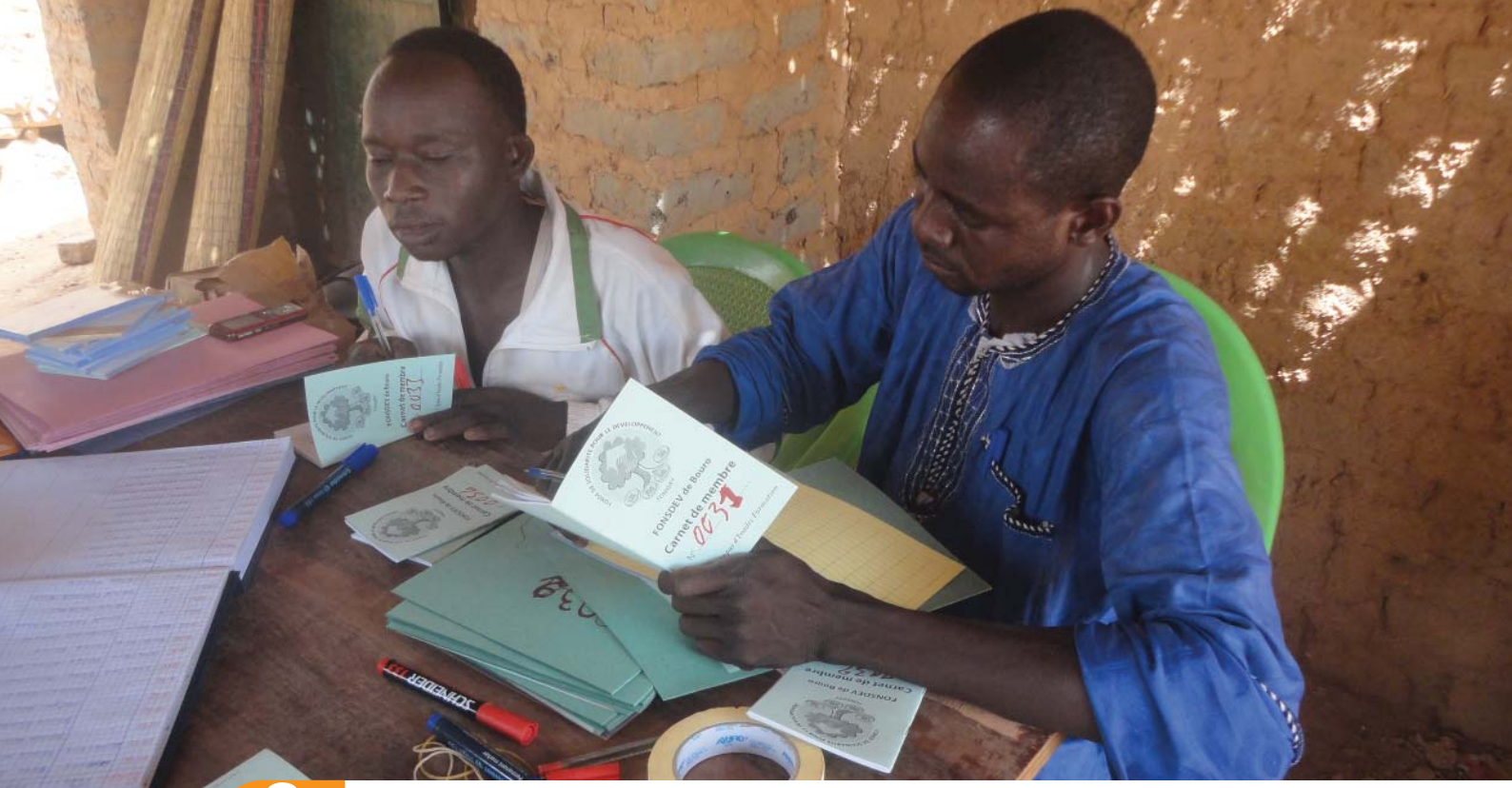
L'Entreprenariat semencier paysan est une démarche alternative à la privatisation et l'externalisation des services semenciers vis-à-vis des petits producteurs. C'est un concept qui consiste à permettre à un ensemble d'exploitants agricoles ou aux populations locales en générale de s'organiser pour produire et gérer les semences pour satisfaire leur besoin et celui du marché local. L'ESP se positionne ainsi comme une alternative à la tendance au contrôle des systèmes semenciers par les multinationales ou les opérateurs privés en général qu'ils soient nationaux ou étrangers.

Les caractéristiques ou principes directeurs de l'ESP sont les suivants :
- la recherche de l'autonomie des petits producteurs sur les semences ;
- la proximité des semences de qualité par rapport au petits producteurs agricoles ;
- l'accessibilité des prix des semences par rapport au pouvoir d'achat des petits producteurs ;
- l'effet structurant sur l'économie locale par les échanges de proximité ;
- la prise en compte de la préservation des semences des variétés des aliments prisés par la population mais menacées de disparition ;
- la plasticité écologique des semences promues ;
- la valorisation en milieu réel de semences améliorées avec l'input de la recherche appliquée.

En termes d'objectifs immédiats, le développement de l'esp vise à :
- rapprocher les semences de qualité des petits producteurs agricoles ;
- rendre les prix des semences de qualité accessibles aux pouvoir d'achat des petits producteurs;
- faire de la production de semences une activité génératrice de revenus pour les populations rurales.

En termes d'enjeux, le développement de l'ESP repose sur trois principaux enjeux :
- permettre aux OP d'occuper l'espace (satisfaire localement les besoins en semences) afin de contrer les spéculations des entreprises semencières privées contrôlées par les multinationales ou les opérateurs privés ;
- accroître le taux d'utilisation par les paysans en Afrique sub-saharienne, des semences de qualité ou des semences certifiées à travers une collaboration avec les services officiels de certification. Un accent particulier sera mis sur l'ancrage du système communautaire de contrôle de la qualité des semences;
- préserver les semences des variétés traditionnelles menacées de disparition à travers leur inventaire, documentation et leur multiplication pour usages par les communautés locales.

Dans le cadre du projet de promotion des vivres de souveraineté qui vise à garantir entre autres, la diversité des semences et donc la diversité alimentaire, l'ESP va être expérimenté comme un moyen de valorisation des semences paysannes, de contrôle des populations sur leurs semences et de préservation de la diversité des semences. Des initiatives sont déjà lancées au Congo RD, au Rwanda et au Togo.




# 2 MICROFINANCE COMMUNAUTAIRE

**Inades-Formation accompagne les populations rurales défavorisées à mettre en place des structures de microfinance communautaire autogérée et fondées sur la solidarité qui leur permet d'accéder aux services financiers d'épargne et de crédits.**

## Burkina Faso

### Le Fonsdev de Passakongo : Un exemple de réussite de la micro finance communautaire

Le Fonds de Solidarité pour le Développement de la zone de Passakongo a été lancé officiellement le 15 novembre 2003 dans le village de Passakongo, village situé dans le Nord de Dédougou, chef-lieu de la région de la Boucle du Mouhoun à l'Ouest du Burkina Faso.

Le fonctionnement du Fonsdev de la Zone de Passakongo repose essentiellement sur l'Assemblée générale et le comité de gestion (COGES), élu pour trois ans. L'actuel comité de gestion comprend 14 membres plus trois caissiers.
Il est composé d'une direction de 3 membres et de trois sous-comités : le sous-comité d'information, le sous-comité de crédit, le sous-comité finance. Le travail du sous-comité finances est complété par celui du trésorier qui tient la caisse et les documents comptables ; il signe les fiches de retrait d'argent à la banque conjointement avec le président ou le secrétaire.

Le Fonsdev de Passakongo compte aujourd'hui **1 366 membres dont 806 hommes, 421 femmes, 139 groupements.**

Au cours de l'année 2016, Inades-Formation Burkina a aidé le Fonsdev de Passakongo à acquérir des équipements informatiques, à installer et entretenir une plaque solaire. Il l'a également accompagné dans le suivi des performances, l'établissement des états financiers 2015 et l'organisation de l'Assemblée générale 2015.

Le bilan des opérations du Fonsdev de Passakongo

**Témoignage**

Sama N. Réné est agriculteur et boucher. Il a adhéré au Fonsdev Passakongo en 2002. Son adhésion a été motivée par l'assurance qu'il a eu en voyant le bâtiment abritant le Fonsdev. Grâce aux crédits contractés au niveau du Fonsdev de Passakongo, il a pu se construire une maison en pierres taillées et améliorer sa production agricole ; ce qui lui a permis d'acheter par la suite une moto. Le Fonsdev lui permet également d'assurer le payement des frais de scolarité de ses enfants.

*Les locaux du Fonsdev Mirukiro au Burundi*

au titre de l'année 2016 indique un montant total de **74 049 625 francs CFA d'épargne**. Le montant des crédits octroyés s'élève à 56 120 000 francs CFA avec un montant moyen par prêt de 165 059 Francs CFA.

En termes de perspectives, le Fonsdev de Passakongo compte poursuivre la sensibilisation de la population pour l'adhésion à la caisse ainsi que la mobilisation des ressources endogènes et l'octroi de crédit aux membres. Le COGES envisage aussi de développer de nouvelles stratégies pour un meilleur recouvrement des crédits.

Dans le cadre de son appui au Fonsdev de Passakongo, Inades-Formation Burkina a prévu, pour l'année 2017, de renforcer la capacité des membres du COGES à l'utilisation du matériel informatique.

## Burundi
## Le Fonsdev Mirukiro au service du développement de ses membres

Le Fonsdev Mirukiro de Giheta est l'un des trois Fonsdev pilotes initiés par Inades-Formation Burundi en 2005 autour des dynamiques des producteurs de café. Situé au centre du pays, ce Fonsdev couvre la commune de Giheta et une partie de la commune Bugendana en Province Gitega, ainsi qu'une partie de la commune Ndava en Province Mwaro.

A la fin de 2016, le Fonsdev Mirukiro comptait **1872 membres dont 258 hommes, 125 femmes, 1202 ménages (comptes partagés par les conjoints) et 287 Associations**.
Une équipe de deux salariés dont une gérante qualifiée en comptabilité et son adjoint gèrent ales activités au quotidien, avec quelques fois l'appui des membres du comité de gestion.

Le comité de gestion est formé par 18 personnes élues en assemblée générale parmi les membres du Fonsdev pour un mandat de 3 ans renouvelable une fois.
Ce comité se répartit en trois commissions à savoir le comité de crédit, le comité de surveillance et le comité de contrôle en plus du bureau exécutif composé du président, du trésorier et du secrétaire, ainsi que leurs adjoints.

En plus des services d'épargnes et des crédits, le Fonsdev Mirukiro offre sécurise les ménages, car les membres ne gardant plus leur argent sur eux sont davantage à l'abri des vols et des agressions.

Le Fonsdev offre des crédits de différentes sortes, entre autres des crédits remboursables mensuellement avec un taux d'intérêt de 5% par mois, des crédits remboursables annuellement en plusieurs tranches ou en une seule période après échéance, avec un taux d'intérêt de 12% par an.

La demande de ces crédits peut se faire en groupe ou individuellement mais les bénéficiaires doivent remplir individuellement les conditions exigées

*Opérations financière dans un Fonsdev au Burundi*

ou encore les associations ou coopérative des caféiculteurs membres de ce Fonsdev.

Au niveau des services d'épargne, le Fonsdev Mirukiro accorde trois types d'épargne à savoir l'épargne courante (le membre a le droit de déposer et retirer son argent à n'importe quel moment), l'épargne Dépôt ou épargne à Terme (le membre doit laisser son épargne sur son compte pour une période bien fixe, généralement 6 mois ou 1 an et retirer son argent avec un intérêt de 3 %) et l'épargne Solidaire qui est la part sociale que chaque membre doit avoir dans le Fonsdev. Cette épargne ne peut être retirée que si le membre décide de quitter définitivement le Fonsdev.
En plus de ces trois formes d'épargne, un groupe de commerçants membres du Fonsdev a choisi d'ouvrir une épargne dépôt qui lui sert de garantie pour avoir des crédits demandés généralement en groupes.

Depuis sa création, le Fonsdev Mirukiro a déjà octroyé **2.676 crédits** à ses membres pour un montant total de 867.661.900 Fbu, soit 525.856 US dollars. Le montant du crédit moyen est de 324.238 Fbu.

Avec des épargnes mobilisées qui étaient chiffrées à **219.755.003 Fbu** à la fin de 2016, les demandes de crédit ont été honorées à 92% au cours de cette même année.

Au cours de cette année 2016, grâce aux partenaires, le Fonsdev bénéficié de matériel informatique composé d'un ordinateur, une imprimante et une photocopieuse.
Les leaders du Fonsdev ont également bénéficié de renforcement des capacités de la part d'Inades-Formation Burundi, notamment les appuis sur les aspects organisationnels notamment dans la mise en place et le fonctionnement des organes de gestion, le renforcement des capacités des leaders membres du comité de gestion sur différents thèmes, les appuis dans la conception et l'adaptation des outils de gestion, les autres appuis-conseils pour la bonne marche des activités et les réflexions sur les perceptives d'avenir, etc.

A la fin de 2016, le total des actifs de ce Fonsdev s'évaluait à près de **310 Millions** (avec 25% de la valeur des subventions déjà obtenues).
Il a réalisé un résultat d'exploitation positif (si on ne tient pas compte des provisions pour pertes dues aux crédits impayés qui constituent l'un des défis majeurs).

Grâce aux crédits contractés au Fonsdev, ces bénéficiaires ont pu investir dans l'agri élevage, le petit commerce, mais également dans la satisfaction des besoins sociaux comme l'amélioration de l'habitat, la scolarisation des enfants, l'accès aux soins de santé, etc. Les organisations des producteurs comme la coopérative des caféiculteurs développent leurs activités grâce aux crédits du Fonsdev.
Ainsi, les membres qui ont déjà bénéficié des services de ce Fonsdev témoignent-ils qu'ils ont pu améliorer les conditions de vie dans leurs ménages.

Le Fonsdev Mirukiro est devenu ainsi une

*Les administrateurs du Fonsdev de M'Brathy en Côte d'Ivoire*

alternative de financement en milieu rural et il reste toujours concurrentiel du fait qu'il est implanté à proximité des membres mais surtout parce qu'il pratique des taux d'intérêt sur crédits relativement faibles par rapport à d'autres Institutions de Micro Finances de la région.

A la fin de 2016, Inades-Formation Burundi accompagnait **quatre Fonsdev** qui totalisent **6.094 membres dont 826 associations, 849 hommes, 1.074 femmes et 3.347 comptes ménages** (comptes partagés par les époux).

A cette date, les épargnes mobilisées dans les Fonsdev s'élèvent à **470.483.254 Fbu** et ont permis d'octroyer à leurs membres un montant de **1.753.554.054 Fbu** (soit 1.050.031 dollars Américains) pour 5.371 crédits investis dans différents secteurs de développement du monde rural.

## Côte d'Ivoire
## Le Fonsdev de M'Brathy, un exemple de réussite de la mobilisation de ressources communautaires

Inades-Formation Côte d'Ivoire œuvre à la mise en place de Fonsdev, des microstructures favorisant l'épargne et l'octroi du crédit.

Cet outil de microfinance communautaire a été expérimenté dans la région du Sud-Comoé, autour de la lagune Aby dans les villages de Eplemlan, Assomlan et de M'Brathy.

La population du village de M'Brathy et ses environs dispose depuis le mois d'Octobre 2012 d'un Fonsdev. Sa création résulte de l'initiative des ressortissants de cette localité après les séances de sensibilisation des populations sur les effets bénéfiques des Fonsdev pour le développement communautaire.
La structure est composée de trois (3) organes fonctionnels qui assurent respectivement les missions de gestion, de surveillance et d'octroi de crédits.

Au terme de la sensibilisation, les populations ont commencé les adhésions et la mobilisation de l'épargne.
Ce qui a permis d'asseoir une assiette financière importante de 6 650 000 FCFA en 2014 dont le montant est vite passé à 14 456 900 en 2015 et à 15 930 000 FCFA en 2016.

Depuis la fin de l'année 2014, le Fonsdev de M'Brathy a démarré les prestations d'octroi de crédits.
De janvier 2015 à Décembre 2016, ce sont **60 personnes** qui ont bénéficié de crédits d'un montant global de 2**2 510 000 F.CFA**.

Les prêts ont été pour l'essentiel investis dans des activités génératrices de revenus dans les domaines de la vente de produits alimentaires, de la pêche, de la production de boisson locale et du transport. Les bénéficiaires ont à 100 % respecté les délais de recouvrement.
De plus, le Fonsdev de M'Brathy a procédé à

*Une bénéficiaire des actions du Fonsdev en RDC engagée dans l'élevage de porcs grâce au prêt reçu*

l'ouverture d'un compte bancaire domicilié à une succursale d'une banque commerciale sise à Aboisso et provisionné de la somme de 5 000 000 FCFA. Ce qui démontre d'une volonté d'assurer la bonne gouvernance et la pérennisation de l'outil.
Le Fonsdev de M'Brathy constitue ainsi un modèle de réussite appréciable et en voie de jouer pleinement son rôle de moteur de développement communautaire. Il a partagé son expérience avec des leaders d'une coopérative de producteurs de cacao de la région de l'Agneby-Tiassa désireux d'implanter un Fonsdev dans leur région.

## Kenya
## Le Fonsdev de Kauma, un modèle de microfinance

Le Fonsdev de Kauma est l'une des unités de microfinance rurale introduite par Inades-Formation Kenya en 2010. Cette unité a réalisé des performances exemplaires en 2016, devenant le Fonsdev la référence de l'année pour le financement rural. L'unité est située dans l'Est du Kenya dans le comté de Kitui, dans la localité de Kauma.

Le modèle Fonsdev a été introduit comme un moyen financier alternatif plus propice aux agriculteurs et axé sur le développement plutôt que le profit.
De fin de 2012 à 2016, le Fonsdev de Kauma est passé de 435 membres à **677 membres, dont 246 hommes et 398 femmes et 33 groupes**.
L'épargne totale mobilisée en 2016 s'élève à de Kshs. 3,057,135 et les prêts octroyés à Kshs. 4.128.000.

Inades-Formation Kenya, dans l'accompagnement des groupes ECV, a organisé des formations sur les différentes opérations de bureau et une formation de recyclage pour les différents responsables des comités de gestion.
En 2016, des chefs de comité du Fonsdev de Kauma ont bénéficié d'une formation en commercialisation et ont pu proposer une stratégie commerciale.

Le Fonsdev de Kauma a un impact énorme sur la vie de ses membres car il fournit des services financiers vraiment nécessaires. Les membres étant des paysans, ont l'occasion d'accéder à des prêts agricoles favorables. Le prêt d'affaires a permis à certains des membres, même des jeunes d'avoir accès au capital et d'accroître leurs petites entreprises et même d'explorer certaines autres.

En 2016, le groupe a acheté des matériaux de construction et les membres ont mobilisé des matériaux localement disponibles pour construire la fondation de l'immeuble qui leur servira de bureaux. Le Fonsdev projette de finir le projet de construction vers la fin de 2017, pendant que les membres continuent d'augmenter leur fonds de développement.

## RD Congo
## Contribuer à l'autonomisation des femmes

La femme rurale, comme presque partout en

*Un bénéficiaire devant son moulin acheté grâce à l'appui du Fonsdev - Togo*

Afrique, occupe une place de choix dans l'économie rurale du territoire de Bumba. Elle contribue largement à l'alimentation du foyer et à la survie familiale.
Elle prend soin de sa famille grâce aux petites activités génératrices de revenus et pratique également l'agriculture.
En outre, l'expérience a démontré que la femme est une bonne économe.

Cependant, des pesanteurs socio culturelles freinent son élan vers l'autonomisation économique et l'épanouissement. Par exemple, elle n'a pas un accès facile aux crédits et l'épargne qu'elle pratique est rudimentaire.
C'est pourquoi, le projet d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à la Gouvernance Participative dans les secteurs de Monzamboli, Itimbiri et la cité de Bumba (PAFGAP) » a été conçu pour contribuer à l'autonomisation économique et politique de la femme dans le Territoire de Bumba tout en apportant un appui substantiel à l'instauration de la gouvernance participative dans cette contrée de la Province de la Mongala.
Le projet s'adresse spécifiquement aux femmes usagères des services de crédits des Fonsdev des secteurs de Monzamboli et d'Itimbiri dans le territoire de Bumba.

Le renforcement du pouvoir économique de la femme se fait par le biais des Groupements Professionnels Féminins (GPF), structures créées ou redynamisées pour faire bénéficier aux femmes des crédits sur la ligne du FAREF (Fonds d'Appui au Renforcement Economique de la Femme).

Les femmes ont été sensibilisées pour se constituer en groupe ou pour redynamiser les groupes existants. Elles ont reçu diverses formations sur l'épargne tontine, le crédit groupé solidaire, la gestion du FAREF, l'organisation et le fonctionnement des GPF, etc. Les groupements féminins ont été mis en contact avec le Fonsdev pour les formalités d'adhésion, d'épargne et de crédit.
Inades-Formation Congo a par ailleurs apporté un appui à la mise en place des comités des répondantes pour la bonne gestion du FAREF, élaboré des manuels des procédures de gestion du FAREF, et aidé au recouvrement des crédits pour augmenter le taux de remboursement.

Ainsi, le nombre des Groupements Professionnels Féminins accompagnés est passé de 20 en 2015 à 35 en 2016. Entre 2015 et 2016, le volume des épargnes tontines est passé de 26 900 350 Fc à 54 421 600 Fc avec 417 tontinières contre 244 en 2015.

**565 femmes** ont reçu les crédits sur la ligne FAREF pour un montant total 53 890 600 Fc permettant aux femmes de Bumba d'augmenter leur chiffre d'affaire de 60% en moyenne tandis que celles de Monzamboli et Bokata réalisent une augmentation moyenne de 38,1%.

Avec l'amélioration de leurs revenus, les femmes assurent plus facilement la scolarité de leurs enfants et participent au budget familial.

*Réunion d'un groupe d'Epargne et de Crédit Villageois (ECV) - Tanzanie*

## Tanzanie
## Quand la microfinance communautaire réduit la vulnérabilité des paysans.

Traditionnellement, dans les périodes difficiles, les paysans démunis n'avaient d'autre solution que de solliciter les services des prêteurs sur gages. Bien que ces derniers accordent des prêts immédiats (nul besoin d'attendre l'approbation et le traitement du crédit), ils tendent à imposer des taux d'intérêt exceptionnellement élevé, allant jusqu'à 10% ou 15% par mois. C'est une pratique courante qui donne le monopole aux intermédiaires sur les petits producteurs.
L'établissement des services de microcrédit à divers niveaux a permis de réduire de manière significative la dépendance de tels systèmes de prêt.

En effet, les activités d'épargne des groupes d'épargne et crédits villageois (ECV) ont permis de mobiliser d'importantes ressources financières en interne qui ont servi à accorder des prêts aux membres.

Grâce aux prêts obtenus, les paysans bénéficiaires ont pu financer leurs activités économiques et répondre aux besoins alimentaires et sanitaires de leur famille.
Ainsi, l'accès à ces services financiers a permis aux personnes démunies de réduire leur vulnérabilité à travers l'augmentation de leurs revenus et la création de biens.
**38 groupes d'épargne et crédits villageois** (ECV) ont été établis dans les trois districts de Mbozi, Singida et Mpwapwa.

Inades-Formation Tanzania, dans l'accompagnement des groupes ECV a organisé diverses formations au profit de divers acteurs des ECV. Ont ainsi été organisés des sessions de révision technique, un atelier collectif sur la conservation appropriée des documents de transactions des ECV. Des formations à Mpwapwa et à Singida ont réunis 50 chefs de groupe de ECV, des secrétaires, des présidents et des collecteurs d'argent.

Par ailleurs, 12 représentants, personnes ressources, identifiées parmi les membres des groupes de 6 villages du district de Mbozi, ont bénéficié de formations la gestion et le fonctionnement effectif des groupes.
Elles aident à la réflexion sur le suivi du progrès des groupes, en termes de réunions hebdomadaires, accumulation de parts, renforcement d'amendes et toutes les opérations des groupes.
Elles sont également chargées de suivre étroitement le progrès des groupes, sur une base hebdomadaire et mensuelle.

## Togo
## Le Fonds de Solidarité pour le Développement Elénuté d'Atti – Atovou, 14 ans déjà !

Le Fonds de Solidarité pour le Développement Elénuté (Fonsdev Elénuté) est né

*Bâtiment construit par un bénéficiaire en 2016 grâce à l'appui du Fonsdev-Togo*

le 27 juin 2003 à Atti Atovou avec l'appui d'Inades-Formation Togo.

De 52 membres venus des cinq villages fondateurs, il compte aujourd'hui **605 membres dont 206 femmes** (soit 34%) et 52 personnes morales.

A sa création, le Fonsdev Elénuté a bénéficié d'une subvention à travers Inades-Formation pour construire son local. Les membres se sont mobilisés (apport en nature, main d'œuvre) pour bâtir le local.

Pour faire fonctionner le Fonsdev, les membres se sont organisés pour gérer bénévolement leur structure. Ainsi, un comité de gestion a été formé pour assurer l'administration du Fonsdev et un caissier pour les opérations au guichet. Aujourd'hui, la gérance est assurée par deux agents rémunérés : un caissier et un gérant.

Le Fonsdev a également grâce à ses ressources propres acquis un coffre-fort pour la sécurisation des fonds et un kit informatique (ordinateur, imprimante, groupe électrogène) pour la gestion comptable de ses activités.
Les membres y bénéficient de trois services d'épargne : l'épargne tontine, le dépôt à vue, le dépôt à terme et de différents types de crédit : le crédit de campagne (agricole), le crédit AGR, le crédit groupe solidaire et le crédit scolaire.

De sa création jusqu'à ce jour, Inades-Formation Togo s'est investie dans le renforcement des capacités des membres. Ses appuis portent sur l'organisation, la formation à la gestion administrative, comptable et financière, la définition des produits, la gestion des opérations. Le coaching continuel des organes d'administration et des gestionnaires ont permis aux

### Le Fonsdev Eléunuté, une construction collective

La construction du bâtiment du Fonsdev Elénute s'est faite de manière collective avec la contribution des membres et des partenaires explique le président. En effet, «les membres se sont mobilisés de part et d'autre: certains ramassent le sable, d'autres puisent de l'eau d'autres fabriquent les briques, les maçons et quelques membres venant de ces 5 villages creusent la fondation suivi de l'élévation des murs.

Nous avons bénéficié de l'appui d'Inades-Formation Togo tel que : le ciment (08 tonnes1/2, les planches, les chevrons, les tuiles, les clous, les fils de fer, les portes, les fenêtres, les nacos pour le guichet les serrures, les tableaux d'affichage, les grilles de portes.

Les membres de Elenute ont cotisé les vivres (maïs, tubercules de manioc, igname, sodabi, vin de palme, argent 1000 F pour les ressortissants et 500F pour les hommes et 250 F pour les femmes qui résident dans les villages pour la restauration au cours des travaux, l'ONG 'ATPH et Inades-Formation Togo nous ont été aidé pour le transport des matériaux » propos du Président de comité de mise en place du Fonsdev M. AKOUSSAH Martin, tiré du livre de l'histoire du Fonsdev en cours d'élaboration.»

organes de fonctionner régulièrement.

Ainsi, le comité de gestion se réunit mensuellement pour analyser la situation de leur structure et les membres se réunissent en assemblées générales annuelles pour apprécier le fonctionnement de leur organisation.

Le Fonsdev Elénuté a financé les crédits exclusivement grâce à l'épargne de ses membres. Au total **515 crédits** d'un montant global de **103 155 000 FCFA** ont été octroyés de 2004 à 2016. Le montant de crédit individuel se situe entre 20 000 et 500 000 FCFA pour une durée maximale de 12 mois.

Les services offerts par les Fonsdev ont permis d'améliorer les conditions socio-économiques des membres et de leurs communautés. Il s'agissait par exemple de l'acquisition des moyens de production telle que l'achat ou la location de terre agricole, de matériel de travail (bassine, grande marmite, machine à coudre, etc.) de meuble de maison, amélioration de l'habitat (bâtiment en dur et toit en tôle); l'amélioration de l'accès au soin de santé des membres des ménages (frais d'hospitalisation au CHU surtout), la scolarisation des enfants et frais universitaires, établissement de la nationalité pour les étudiants et des investissements qui profitent à la communauté tel que l'achat de moulin à grain pour desservir des zones est d'un grand soulagement pour les femmes de ces milieux.

## De la pauvreté à l'entreprenariat : l'histoire de Patrick Mutua

Patrick Mutua, âgé de 38 ans est membre du Fonsdev de Kauma. Il a adhéré au groupe en mai 2014. A cette période, Patrick était marié et père de 2 enfants. Il peinait à nourrir et soigner sa famille encore moins scolariser ses enfants. «La vie était difficile, et j'étais malheureux de voir ma femme et mes enfants s'endormir affamés. J'admirais leurs camarades d'âge qui allaient à l'école. J'étais blessé en tant qu'homme».

Un ami, voyant sa souffrance, lui a alors présenté le FONSDEV . Pourtant quoique cela ait ressemblé à une solution à sa situation difficile, Patrick s'est joint au FONSDEV à contrecœur.

Patrick ne pouvait payer qu'une part et prendre ensuite son premier prêt. Il a décidé d'exploiter sa passion pour la menuiserie jusqu'alors inexploitée, a acheté quelques outils et a commencé à travailler avec les matériaux localement disponibles.

*Patrick Muta dans son atelier avec ses employés*

Il a fabriqué de petits tabourets et tables de maison qu'il a pu vendre dans les environs de Kauma. Il a ainsi pu rembourser le prêt et garder juste une partie de la somme gagnée pour sa famille.

Il a cependant continué son travail de menuiserie qui est devenu populaire à Kauma grâce à la qualité des meubles produits . Patrick pouvait maintenant nourrir sa famille convenablement : 3 repas par jour et inscrire ses deux enfants à l'école. Les établissements locaux d'éducation se sont également intéressés aux produits de Patrick. Il a donc augmenter son actionnariat afin d'accéder à de plus grands prêts lui permettant d'acheter davantage de matériaux bruts pour satisfaire la demande croissante. Il a ouvert son propre atelier de menuiserie au fil de la forte demande et s'est équipé. Ses affaires se sont développées grâce à l'approvisionnement des écoles locales en chaises, tables, bureaux et étagères de livres.

.

Suite à l'augmentation de ses revenus, Patrick a ouvert un salon pour sa femme, lui permettant ainsi de réaliser son rêve. Il a ensuite employé des jeunes comme lui pour l'aider dans ses travaux de menuiserie.

En 2016, Patrick et sa femme ont décidé de construire leurs propres locaux commerciaux après la croissance de leurs affaires qui ne pouvaient plus être localisées dans des endroits loués. Ils ont pris un prêt et vers la fin de 2016, le couple prévoyait de commencer à couvrir la construction au linteau.

Aujourd'hui Patrick reconnais « Je me regarde aujourd'hui ainsi que l'endroit lointain dont je viens et je sens que c'est un rêve non encore entièrement réalisé. Le Fonsdev est venu comme le sauveur des familles et je ne peux pas remercier suffisamment mon ami qui m'a présenté au Fonsdev. Je suis reconnaissant à Dieu pour le Fonsdev».

# 3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Inades-Formation accompagne les communautés rurales et paysannes dans le développement et la mise en œuvre de pratiques résilientes au changement climatique et protectrices des ressources naturelles

### Sensibilisation de la population à la gestion durable du « Wèda » dans la commune de Oula au Burkina Faso

Inades-Formation Burkina a réalisé, en 2014, un diagnostic sur la problématique de gestion du Saba Senegalensis, appelé « Wèda» en langue locale, dans la commune de Oula, localité située dans la province du Yatenga dans la région du Nord du Burkina Faso.

Suite à ce diagnostic, Inades-Formation Burkina s'est engagé à accompagner les acteurs concernés, à savoir les autorités communales, les associations intervenant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et lu Service technique de l'Environnement à mener des actions de sensibilisation sur le sujet.

Après l'organisation de séances de sensibilisation de proximité sur la valorisation du Saba Senegalensis dans une vingtaine de villages de la commune en 2015, l'accent à été mis en 2016 sur la sensibilisation de masse.
Une émission radiophonique en langue nationale mooré sous forme de table ronde a alors été réalisée sur les ondes de la radio voix du Paysan de Ouahigouya le 20 mai 2016.

L'émission a porté sur la protection et la valorisation du Saba Senegalensis (Wèda). Elle a réuni le chargé de programme Gestion des Ressources naturelles d'Inades-Formation Burkina, un représentant de la délégation spéciale de Oula, un représentant du service départemental de l'Environnement, deux responsables d'associations écologiques de la commune de Oula.

Au cours de l'émission les intervenants se sont prononcé sur l'importance socio-économique des Produits Forestiers non ligneux en général et spécifiquement du Saba Senegalensis ou « wèda » dans la commune de Oula, les actions déjà menées par chaque acteur, les difficultés rencontrées et les perspectives.

En perspectives, Inades-Formation Burkina compte réaliser une étude pour élaborer une stratégie de promotion et de valorisation du Saba dans la commune de Oula.

### Pour une meilleure gestion de l'eau et des sols par l'approche communautaire au Burundi

La variabilité du climat et la fréquence des événements climatiques extrêmes constituent

*Courbes de niveau pour protéger les flancs des Collines au Burundi*

de sérieux défis pour la population burundaise et freinent le développement socio-économique du pays.

Dans ce contexte, les ressources les plus vulnérables au changement climatique sont les ressources en eau et sol qui sont déjà menacées par la démographie galopante, la surexploitation et la dégradation du sol du fait du manque de pratiques durables dans l'agriculture.

L'agriculture est le secteur le plus affecté par ce changement climatique.

En effet, suite à des périodes de sécheresse prolongée, les plantes ne produisent pas suffisamment à cause de l'insuffisance de l'eau; l'excèdent de pluie pendant les périodes de forte pluviosité augmente l'érosion du sol et diminue la disponibilité de la ressource en terre arable déjà insuffisante.

Pour faire face à ces défis, Inades-Formation Burundi en partenariat avec la GIZ et le CCFD-Terre solidaire, respectivement à travers le projet ACCES et le projet PAIES, a appuyé la population des communes Bugabira, Isare, Marangara, Mutambu et Giheta dans la gestion des ressources en eau et sol et dans la mise en œuvre des pratiques agroécologiques et cela dans le but d'améliorer la production vivrière de manière durable et sans compromettre l'environnement naturel. Parmi les mesures mises en œuvre, il y a :

- La gestion des ressources en eau et sol par l'approche communautaire de protection des bassins versants (aménagement systématique des courbes de niveau renforcées par les herbes fixatrices et les plants agro forestiers) ;
- La promotion de cultures plus adaptées au changement climatique à travers les Champs Ecoles Paysans (CEP)

L'appui à la gestion de l'eau et du sol a été réalisé à travers l'approche communautaire de gestion des bassins versants qui consiste à l'aménagement des courbes de niveau de manière systématique de l'amont à l'aval des bassins versants particulièrement vulnérables. Ces courbes de niveau sont renforcées par les herbes fixatrices et les arbres agro forestiers.

Pour ce faire, Inades-Formation Burundi a sensibilisé les producteurs ayant les exploitations agricoles dans le bassin versant pour une prise de conscience des changements climatiques et la nécessité de prendre des mesures pour s'y adapter.

Cette prise de conscience de l'existence du changement climatique par les populations accompagnées s'est traduite par la prise en compte des informations diffusées par le service météorologique sur les prévisions saisonnières pour le choix de la date de semis et des variétés à semer.

Inades-Formation les a également sensibilisés à participer aux travaux d'aménagement des courbes de niveau et a renforcé les capacités techniques des représentants des bénéficiaires en matière de production des plants.

*Visite d'un Jardin potager*
*Burundi*

Ces derniers ont participé massivement aux travaux d'aménagement des courbes de niveau, aux séances de formation sur les techniques de conduite d'une pépinière et à la plantation et l'entretien des arbres qu'ils ont eux-mêmes produits.

L'approche communautaire des bassins versants a permis non seulement une forte mobilisation de la population autour des travaux d'aménagement des courbes de niveau, mais aussi a permis une gestion intégrée des exploitations familiales autour des lacs et des bas-fonds.

C'est le cas du petit lac Nagitamo situé au nord du pays, protégé grâce aux fossés anti-érosifs creusés sur ses versants suivant les courbes de niveau sur une distance de 220 km.

En même temps, les exploitations familiales sont aussi protégées contre l'érosion grâce aux herbes fixatrices installées sur les courbes de niveau, pour la stabilisation du sol et servent également d'aliments pour le bétail.

Grâce aux actions de protection du lac Nagitamo, la qualité de l'eau de ce lac s'est améliorée de même que la qualité et la quantité des poissons qui y sont produits.

Par ailleurs, les bénéficiaires des appuis développent de plus en plus une certaine autonomie dans la production des plants forestiers et agroforestiers.
Les communautés à la base se professionnalisent de plus en plus dans la technique de conduite des pépinières.

En effet, plus de **200.000 plants d'arbres et arbustes agroforestiers** ont été produits par la population accompagnée du nord et du centre du Burundi pour cette campagne sylvicole 2016-2017. Avant 2016, les communautés à la base recevaient des plants prêts à être plantés, produits par des services compétents.

Actuellement, grâce aux formations théoriques et pratiques reçues d'Inades-Formation Burundi, elles se sont appropriées la technique de conduite des pépinières et ont produit elles-mêmes des plants de manière professionnelle.

D'autre part, pour assurer la souveraineté alimentaire dans un contexte de variabilité climatique, les groupes accompagnés ont été appuyés dans la prise d'initiatives de développement des cultures adaptées au changement climatique.

Le choix s'est porté sur les cultures maraîchères parce qu'elles peuvent résister à la fois à la forte pluviosité et à la courte saison des pluies (cycle végétatif court). La production des cultures maraîchères se fait dans les jardins potagers et les connaissances des techniques culturales s'apprennent à travers les Champs Ecoles Paysans (CEP) où les producteurs apprennent le comportement de chaque type de plante depuis le semis jusqu'à la récolte.

Les jardins potagers présentent l'avantage d'être à proximité de la cuisine et occupent moins d'espace. Cependant, la mise en place d'un jardin potager

*Puits maraîcher à Nano au Togo*

exige une certaine main d'œuvre et du matériel. C'est pourquoi les personnes à faible revenu ou plus âgées préfèrent pratiquer le maraîchage en bande ou en plein champ.

Les techniques de production des cultures maraîchères apprises dans les CEP (Champ Ecole Paysan) ont été appliquées par les bénéficiaires de telle manière que le nombre de ménages avec au moins un jardin potager va en augmentant.

## Renforcer l'expertise féminine en matière d'agroécologie en Côte d'Ivoire

Le projet de **promotion et de valorisation des savoirs et savoir-faire des femmes rurales ivoiriennes en matière de conservation de la biodiversité** a pour objectif de contribuer à la sécurité alimentaire durable des populations ivoiriennes à travers la promotion des vivres de souveraineté. C'est un projet d'accompagnement des dynamiques des femmes rurales productrices de fonio et d'igname jaune par la valorisation de leur savoir et savoir-faire dans la production, la transformation, la consommation et la commercialisation des produits issus des semences paysannes.

Inades-Formation Côte d'Ivoire entend à travers ce projet former les femmes à l'agroécologie afin de lutter contre les effets du changement climatique.

En 2016, le projet a été exécuté dans les départements de Divo et de Boundiali avec la culture de l'igname jaune et de Tengrela au Nord de la Côte d'Ivoire avec le fonio.

Pour renforcer l'expertise féminine dans la région nord de la Côte d'Ivoire en matière d'agroécologie, Inades-Formation Côte d'Ivoire a en collaboration avec une ONG basée du nord de la Côte d'Ivoire, identifié et facilité la participation de 4 responsables (3 femmes et un homme) d'organisations féminines de la région au premier cours régional Afrique de l'Ouest sur l'agroécologie, organisé par JINUKUN au Bénin.

Les participants se sont investis dès leur retour à restituer la formation auprès des membres de leurs organisations et à identifier les pratiques à expérimenter et vulgariser. La mobilisation des membres des groupements au cours des restitutions constitue un gage d'éveil des consciences et de l'engagement des femmes à acquérir les compétences nécessaires pour participer au dialogue autour de l'agriculture familiale.

## L'agroforesterie pour lutter contre le réchauffement climatique en RDC

Dans les territoires de Mweka, Dibaya et l'Hinterland de la ville de Kananga, au Kasaï en

*Pépinière d'arbres agroforestiers*

République Démocratique du Congo, les paysans font face aux perturbations climatiques et à ses incidences sur leurs activités agricoles.

Parfois ils réalisent une faible production ou même ratent toute une saison culturale faute de pluie. D'autre part, avec l'augmentation de la population, la jachère n'est pas respectée entraînant en conséquence la diminution de la fertilité du sol.

Les populations doivent alors parcourir de longues distances pour trouver des terres fertiles à cultiver.

Après analyse de la situation avec les paysans au cours desquelles les causes des perturbations ont été identifiées, il a été décidé de mener des actions d'agroforesterie et de reboisement pour y remédier.
Pour la réussite de ces actions, diverses activités ont été réalisées notamment :

- Une session de formation sur la fertilisation organique avec les unions ADT, UPRORIDI et UPACO,
- Une session de formation des membres des unions sur les techniques de reboisement/agroforesterie dans les 3 unions,
- Des appuis pour le choix des essences locales à utiliser et du terrain,
- La sensibilisation des chefs coutumiers sur leur implication dans les activités d'agroforesterie/ reboisement et la gestion de l'environnement dans toutes les unions
- La recherche de semences des essences de leacena, cassia floribunda, mucuna, …
- La sensibilisation de la population de Kambala, de Bitanda, de Bunkonde et de Kekenge sur le reboisement,
- Formation sur la mise en place et l'entretien d'une pépinière,
- La plantation des essences.

Les paysans bénéficiaires, dotés d'une ferme volonté de pratiquer la fertilisation organique et de restaurer l'environnement grâce à l'agroforesterie, sont très engagés dans les actions de plantation des acacias et autres essences. Plus de 40% de ménages disposent des plantules d'acacia dans les sachets pouvant couvrir plus ou moins 1 ha.

Les chefs traditionnels, chefs de villages, responsables des terres ont montré leur implication dans les formations sur la fertilisation et les pratiques d'agroforesterie et les actions de reboisement/ agroforesterie en accordant d'une part plus de 30 ha pour le reboisement communautaire et d'autre part en vulgarisant les effets indésirables de la mauvaise gestion de l'environnement.

Plus de 10 ha ont été octroyés par les chefs de terre à l'ADT pour faire le reboisement communautaire ; l'UPRORIDI a acquis 3 ha accordés par la Mission Catholique Saint Benoit de Bunkonde et à Kakenge 8 ha ont accordé par les paysans membres des axes de Denga Mongo, Bakwa Kenge pour le reboisement communautaire.

Au moins 3 pépinières d'acacias et autres essences existent dans chaque union pour reboiser les espaces.

*Cultures associées maïs soja à Tchamba au Togo*

Plus de 60.000 plantules sont disponibles dans les pépinières dont 50.000 et plus dans le territoire de Dibaya et 25000 à Kakenge et environs.

## La Transition écologique en marche dans la préfecture de Tchamba et dans la région des Savanes au Nord du Togo: Cultiver autrement sans détruire

Dans un contexte de perte de fertilité des sols, due au développement de mauvaises pratiques agricoles et des changements climatiques avec comme conséquence la diminution de la capacité adaptative des populations, Inades-Formation Togo s'est engagé depuis 2013 aux côtés des communautés locales pour la promotion de l'agroécologie.

Les actions pour une transition agroécologique réussie sont conduites dans deux (2) zones distinctes dans le cadre de deux (2) projets exécutés en cette année 2016.

Dans les Savanes au Nord Togo, les bénéficiaires directs sont au nombre de 800 producteurs/trices de céréales, membres de 50 Organisations de Producteurs de Céréales (OPC), 150 maraîchers /ères membres de 10 groupements maraîchers et 50 femmes collectrices de bois.

Quant à la préfecture de Tchamba, l'accompagnement touche directement 400 personnes dont 150 femmes membres de 27 OPC et de façon indirecte, 896 personnes aux rangs desquels, on dénombre 200 femmes.

En s'inscrivant pleinement dans l'agroécologie, l'objectif principal pour Inades-Formation Togo est de contribuer à améliorer durablement les conditions de vie des ménages agricoles dans ces zones d'intervention. De façon spécifique, il s'agit d'accroître la résilience des exploitants agricoles par une meilleure gestion des ressources naturelles et la diversification de la production dans un système intégré basé sur le développement des pratiques agroécologiques.

Pour l'année 2016, les actions ont essentiellement consisté à faire le suivi de la valorisation des acquis des formations réalisées les années précédentes et l'appui coaching dans le développement des pratiques dans les différentes exploitations agricoles.

En termes de résultats, il faut noter que :

- 434 fosses compostières ont été installées avec une production moyenne de 1 100 Kg de compost par fosse. L'utilisation de cet engrais organique couplée à la mise en œuvre d'autres pratiques notamment la rotation des cultures, la valorisation des résidus des récoltes ont permis une augmentation des rendements de 31% pour le maïs, de 3,5% pour le riz et 124 % pour le soja ;
- 16 puits à grand diamètre avec 64 bacs ont été aménagés sur 4 sites maraîchers et fonçage. Ce qui a permis d'assurer la disponibilité en eau d'irrigation pour 216 maraîchers et d'augmenter de 32 % la production maraîchère sur l'ensemble des sites;

*Lot boisé au Togo*

- 64 km de cordons pierreux ont été mis en place permettant de préserver 26 ha de terres contre l'érosion hydriques dans les savanes ;
- 21 lots boisés d'une superficie totale de 71 ha ont été créés par près de 170 femmes pour apporter une réponse durable à la question du bois énergie dans les Savanes ;
- Un zonage a été réalisé dans huit (8) villages avec comme avantage une meilleure maitrise et connaissance de la dynamique des actions entreprises sur le territoire par les populations ;
- 129 plans de gestion définissant clairement les affectations actuelle et future des terres en tenant compte des précédents culturaux ont été élaborés et sont mis en œuvre
- Trois (3) guides de capitalisation de bonnes pratiques ont été élaborés ainsi qu'une stratégie de valorisation socioéconomique des pratiques.

Dans la dynamique d'adoption des pratiques agroécologiques, d'autres options permettant une meilleure intégration des femmes et réduisant la pénibilité des travaux pour celles-ci ont été développée. C'est le cas de la mise à disposition de charrettes asines à ces femmes (trois à cinq au maximum) . Il s'agit d'un kit composé d'un âne et d'une semi-remorque pour le transport des résidus des récoltes, du compost pour amendement aux champs. Plus de 130 kits ont été distribués au profit de plus de 350 femmes. Pour ces dernières, cet équipement a été plus qu'utile.

## Les foyers améliorés pour réduire durablement l'utilisation du bois de chauffe au Kenya

Le bois de chauffe et toute autre biomasse contribuent jusqu'à 70% de la consommation d'énergie totale au Kenya. Le bois de chauffe est la principale source d'énergie utilisée pour la cuisine et le chauffage par la quasi-totalité des ménages dans les zones rurales du Kenya.

On estime que 93% des ménages ruraux dépendent entièrement du bois de chauffe pour satisfaire leurs demandes énergétiques en cuisine et en chauffage.

Dans la localité de Ngaamba, Comté de Makueni, où Inades-Formation Kenya met en exécution un projet sur la gestion des ressources naturelles, la situation n'est pas différente. Les ménages de la localité dépendent à 100% du bois de chauffe pour satisfaire leurs besoins de cuisson. Cette zone fait partie des régions arides et semi-arides (ASAL) du Kenya et est caractérisée par un sol nu avec des arbres et des arbustes dispersés.

L'utilisation du bois de chauffe dans les 3 traditionnels foyers en pierre ouverts s'est avérée inefficace et encourage donc une plus grande coupe d'arbres pour satisfaire la demande. Ce qui a un impact négatif sur l'environnement et contribue à la pollution intérieure et au réchauffement général.
Les femmes et les filles perdent également beaucoup de temps à chercher le bois de chauffe sur de longues

*Construction de foyers améliorés*

distances, ce qui réduit leur temps de production.

Inades-Formation Kenya a travaillé avec les communautés de cette localité et les a encouragées à passer des fourneaux traditionnels à des fourneaux améliorés, plus efficaces qui exigent moins de bois de chauffe pour satisfaire la demande énergétique des ménages.

Pour dynamiser les débuts du processus de transfert de la technologie des fourneaux améliorés, Inades-Formation Kenya a lancé des sessions de formation et des démonstrations, avec 9 groupes au départ. Chaque groupe a alors commencé à fabriquer des fourneaux pour chacun de ses membres.

Des artisans choisis parmi ces groupes travaillent actuellement à atteindre d'autres groupes intéressés par le même sujet.

Inades-Formation Kenya contribue à l'accroissement de l'étude expérimentale d'investissement (matériel et équipement de démonstration), à l'expertise technique, au suivi et au contrôle technique et à l'évaluation. Les membres du groupe tirent des qualifications des formations et les démultiplient à leur tour.

Grâce aux formations et aux démonstrations, le Projet a atteint **716 ménages**. Cela a permis à 541 d'entre eux d'adopter les fourneaux améliorés.

Ces ménages ont réduit l'utilisation du bois de chauffe de 50/70% .
En effet, les ménages qui consommaient, en une semaine, un fagot de bois pour la cuisine, affirment que le fagot dure maintenant jusqu'à 4 semaines. Cela se traduit par une coupe réduite d'arbustes et d'arbres pour obtenir du bois de chauffe.

Ces fourneaux ont donc sensiblement soulagé les femmes du fardeau de recherche du bois de chauffe ; elles peuvent donc employer le temps économisé à d'autres activités productives.

Les fourneaux ont également augmenté la sécurité des ménages et encouragé des hommes à participer à la cuisine quand les femmes sont occupées à d'autres tâches du fait de leur facilité d'utilisation.

La fumée et la suie sont également réduites et cela améliore la santé et impacte moins le réchauffement général.

# 4 GOUVERNANCE INCLUSIVE

**Inades-Formation accompagne les communautés rurales et les couches les plus vulnérables de la société à prendre une part active à la gestion des affaires locales.**

## Sensibilisation sur les droits et devoirs du citoyen au Burkina Faso : des animateurs formés pour assurer le relais dans les villages

Dans le cadre de son **programme de promotion de la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques locales**, Inades-Formation Burkina a formé dix animateurs locaux.

Ces derniers ont pour mission de sensibiliser les populations des 60 villages situés dans les communes de Koumbri, Thiou, Yako, Boussou, Titao et Ouindigui, dans la région du Nord su les droits et devoirs du citoyen.

La formation s'est déroulée du 03 au 05 avril 2016, à Ouahigouya en deux parties : une partie théorique et une partie pratique.

La partie théorique a été marquée par un exposé sur les droits et devoirs du citoyen, des échanges sur le contenu du guide d'information et de sensibilisation « Quels sont mes droits et mes devoirs en tant que citoyen d'une commune ?» produit par Inades-Formation Burkina et traduit en langue locale mooré.

Les animateurs ont aussi bénéficié d'un renforcement de capacités sur les techniques d'animation / communication.

La partie pratique de la formation quant à elle a consisté en une sensibilisation test effectuée dans le village de Aoureima, dans la commune de Ouahigouya.

Les Présidents des Délégations Spéciales (PDS) des communes ciblées pour la sensibilisation ont participé au choix des animateurs et fait des propositions de villages à toucher par les sensibilisations.

A la suite des séances de sensibilisation, une autre thématique fera l'objet de la prochaine formation des animateurs pour des sensibilisations dans les mêmes villages.

## L'efficacité du plaidoyer local au Kenya

Au kenya, la participation et l'engagement des membres de la Communauté dans la formulation des politiques et les prises de décisions affectant leur propre développement sont faibles et insignifiantes. Les perceptions de la communauté et d'autres pratiques dont les systèmes d'attribution des terres bloquent l'accès aux ressources productives,

*Les membres de la communauté de Mbiuni au Kenya discutent de leurs accords sur la conservation de l'environnement dans la région*

particulièrement aux femmes et aux jeunes.

Avec le projet de « Plaidoyer local » mis en œuvre dans 3 Comtés (Machakos, Kitui, et Makueni), Inades-Formation Kenya veut accroître l'engagement et la participation de la communauté aux processus décisionnels concernant les aspects de la gestion environnementale et de l'agriculture qui affectent de manière significative leur vie. Cela passe par une plus grande prise de conscience des paysans sur les politiques environnementales et agricoles et le renforcement de la compréhension et la cohésion au sein de la Communauté.

3 équipes de plaidoyer local ont été ainsi mise en place à Mwala, Kitui et Ngaamba. Elles comprennent chacune 30 représentants. Leurs capacités sont constamment renforcées pour leur permettre de plaider pour des solutions durables sur les défis auxquels ils sont confrontés, tels que la dégradation de l'environnement, la sécurité des semences, la biosécurité.

En 2016, ces équipes de plaidoyer local ont bénéficié de diverses formations, notamment une formation sur le plaidoyer et le leadership à Kitui au profit de 32 personnes; une autre à Ngaamba sur les problématiques des OGM, des lois sur les semences et les droits des paysans auxquels ont pris part 25 membres.

Suite à cette dernière formation et en réponse à l'appel de l'Autorité Nationale de Biosécurité (NBA) demandant d'examiner la culture en champ ouvert du maïs (Bt) génétiquement modifié protégé des insectes, les paysans ont produit un rapport et l'ont donné aux médias.

En outre, l'engagement des membres de la communauté et des parties prenantes au plaidoyer a permis d'améliorer la gestion des ressources naturelles et notamment de limiter les effets négatifs de la collecte anarchique de sable, du déboisement ainsi que la mauvaise gestion des ressources hydrauliques.

C'est le cas par exemple des localités de Mbiuni, Sous-comté de Mwala, Comté de Machakos où la collecte illégale de sable entraînait la sécheresse des fleuves et des puits. Les initiatives de plaidoyer de la communauté y ont porté des fruits.

Grâce aux actions du projet, il existe maintenant une meilleure collaboration et un engagement plus grand avec les Services et Autorités gouvernementaux pour assurer l'utilisation appropriée des ressources.

## Des conseils fonciers villageois pour lutter contre l'accaparement des terres agricoles en Tanzanie

Dans le but d'accroître les connaissances des petits paysans sur les questions liées aux droits de la terre et leur faire prendre conscience des menaces de l'accaparement des terres, Inades-Formation Tanzania a organisé plusieurs formations au profit des producteurs.

*Un puits antérieurement asséché en raison des activités de collecte de sable retrouve sa fonctionnalité*

Les formations ont porté sur l'accaparement des terres ; les lois villageoises; la politique nationale de terre; les comités villageois des terres; le lobbying et le plaidoyer; etc.

Au cours de l'année 2016, **12 conseils fonciers villageois** ont été mis sur pied dans chacun des 12 villages couverts par le projet . Dans ces villages où le règlement des problèmes était laissé aux autorités dirigeantes du village, la mise en place des conseil foncier villageois constitue une mesure pour minimiser l'accaparement des terres.

Par ailleurs, 12 comités de village adjudicatifs ont été formés et travaillent étroitement avec les chefs de village sur le plan d'utilisation des terres.
Au total **709 petits paysans et paysannes et des chefs de village** ont été formés sur les différentes lois et politiques agraires.

## Inades-Formation Tchad sensibilise la population du Guelendeng pour le développement local

Pour stimuler le développement local, Inades-Formation Tchad a initié de grandes campagnes de sensibilisation publiques dans la commune de Guelendeng. Ces sensibilisations ont pour but de faire prendre conscience aux populations de leurs droits et devoirs et susciter leur participation, particulièrement celle des couches les plus vulnérables telles que les femmes et les jeunes à la gestion des affaires locales et des biens communs.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet d'appui au renforcement des capacités organisationnelles, techniques et citoyennes des communautés et structures rurales des Départements du Mayo Lémié, du Chari et Mayo Dallah pour une bonne gouvernance locale et un développement durable.

Ainsi, 3 campagnes de sensibilisation de masse portant sur les questions de participation plus inclusive des différentes catégories de personnes ont été réalisées. Elles ont rassemblé en moyenne 250 à 300 personnes.

Avec la troupe théâtrale locale « Arc-en-ciel », des théâtres-Forum ont été joués à la place publique de la Mairie de Guelendeng en présence du Maire de la ville de Guelendeng, les conseillers municipaux, les chefs de quartiers, les représentants des groupements et des Associations communautaires et la population de Guelendeng.

La première campagne était relative à la participation des femmes, des filles et des jeunes dans la gestion des récoltes au sein de la famille. En effet, la gestion des récoltes est souvent assurée par les hommes à l'exclusion des femmes alors qu'une bonne partie des opérations culturales (labours, sarclage, récoltes) sont assurées par elles.

La seconde campagne portait sur la gestion des projets communautaires notamment, sur la mauvaise gestion des biens de la mairie, les méfaits de la corruption sur

*Sensibilisation par des pièces de théâtre - Tchad*

le recouvrement des patentes et les taxes communales lors des marchés hebdomadaires, les résistances de la population dans la gestion des ordures ménagères, le maintien des animaux en divagation dans la ville et l'attitude de certains opérateurs économiques qui refusent de payer les taxes communales et préfèrent la corruption.

La troisième campagne portait, quant à elle, sur la violence physique et verbale faite aux femmes, le refus de scolariser les filles et le mariage précoce.

Les différentes campagnes de sensibilisation ont déclenché une rencontre entre le maire de la ville, les chefs des quartiers, les représentants des structures communautaires sur les facteurs qui minent le développement de la commune et les actions à mener par chaque acteur, en particulier, les chefs des quartiers pour un changement de comportements de la population.

Elles ont également permis une appropriation des principes de base de développement local dont entre autres la participation des OP à la mise en œuvre des actions inscrites dans le budget communal, l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de prise des décisions communales et la mise en exergue des mauvaises pratiques de gestion des affaires publiques tant au niveau des OP qu'au niveau des autorités communales.

## Du développement local au développement local inclusif dans les zones d'intervention d'Inades-Formation Togo

Le développement local inclusif est une approche qui favorise la prise en compte des groupes vulnérables, en particulier les personnes handicapées, dans le processus de développement.

Inades-Formation Togo travaille à l'implémenter dans les cantons d'Attitogon, de Momé, d'Atchangbadè et de la commune d'Adéta et ses environs. Elle met en relief la participation et la responsabilisation des personnes handicapées comme des acteurs de développement à part entière à travers l'initiation d'un nouveau projet « Communautés Partenaires pour un Développement Inclusif ». Ce projet est mis en œuvre avec l'appui technique et financier du partenaire Christian Blind Mission (CBM).

Une analyse situationnelle de la personne handicapée, réalisée dans les zones du projet sur leurs conditions de vie a montré que les personnes handicapées sont marginalisées et intègrent difficilement les sociétés.

Le projet **Communautés Partenaires pour un Développement Inclusif**, a pour objectifs de :

- promouvoir la participation des personnes handicapées (PHs) dans les organes de développement local à la base ;
- accroître l'accès des personnes handicapées aux services sociaux de base ;

*Journée porte ouverte sur le handicap à Attitogon au Togo*

- contribuer à l'autonomisation financière des personnes handicapées et leurs familles.

Les bénéficiaires directs du projet sont constitués des personnes handicapées et/ou de leurs familles, de leurs associations, des membres des Comités de Développement à la Base (CVD CCD, CDQ), des Groupes d'Epargne et de Crédit (GEC), des leaders communautaires et religieux, des groupes socio-culturels et économiques.

En cette première année du projet, Inades-Formation Togo après le lancement officiel du projet dans les quatre collectivités, parachevé par la signature de convention avec les partenaires de mise en œuvre (CCD, CDQ), a procédé à la réalisation de diverses activités.
Il s'agit entre autres de la formation des principaux acteurs sur le handicap et le développement inclusif, la formation des personnes handicapées sur leurs droits et devoirs, la formation sur le développement des activités génératrices de revenus, l'identification des services sociaux de base pour la construction des rampes, l'organisation des journées portes ouvertes sur le handicap et l'animation des émissions radiophoniques dans les collectivités.

Ces activités ont permis d'introduire une personne handicapée dans les bureaux de 6 comités de Développement à la Base sur 38. Le renouvellement des autres comités se poursuivra en 2017 et seront également rendus inclusifs.

Soixante-neuf (69) services sociaux de base, à savoir les centres de santé, les écoles, marchés, etc. ont été déjà identifiés et certains ont fait l'objet d'étude préalable en vue d'être accessibles par les rampes/plans inclinés en 2017 pour les personnes handicapées.

Le projet dispose également d'un répertoire de 86 personnes handicapées des deux sexes qui ont été outillées sur l'identification et la gestion d'une AGR.

Avec ce projet, plusieurs personnes handicapées ou mères d'enfants handicapés commencent à participer aux réunions communautaires et prendre la parole en public. Aussi, est-il important de souligner le début de changement dans la perception du handicap dans les localités.

En perspective, dans la seconde année d'exécution du projet, l'accent sera mis sur le renouvellement inclusif des bureaux des comités de développement à la base, et les textes de base seront rendus inclusifs.

Par ailleurs, dans l'accompagnement des Personnes Handicapées (PHs) ou des mères de PHs, le focus sera mis sur l'amélioration de leurs conditions de vie à travers un soutien financier à leurs activités économiques.

L'on aurait pensé que l'adoption de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural allait résoudre les différents problèmes fonciers et créer d'avantage la cohésion sociale en Côte d'ivoire. Bien que les efforts déployés soient axés essentiellement sur la sécurisation foncière rurale, les résultats se sont attendre.

Malgré l'importance des enjeux liés à la sécurisation foncière, la mise en œuvre de la loi se heurte à de nombreux obstacles, comme le relève l'étude sur les entraves à la mise en œuvre de la loi de 1998 réalisée en 2015 par Inades – Formation.

Cette étude met l'accent notamment sur la tension qui persiste entre les dispositions coutumières de gestion foncière (droit coutumier) et les dispositions modernes en la matière. La loi foncière de 1998 reconnaît les droits coutumiers comme en atteste son article 3 : « le Domaine Foncier Rural coutumier qui est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent des droits coutumiers conformes aux traditions ». Cela constitue une innovation importante. Mais, en rendant obligatoire le titrage des droits coutumiers en droits de propriété privée individuelle, cette loi va à l'encontre des principes et pratiques de la gestion coutumière de la terre. Selon les coutumes, dans leur ensemble, la terre ne peut pas faire l'objet d'une appropriation privée.

Par ailleurs, les conflits fonciers, qui loin d'avoir été résorbés se sont accrus à la faveur des crises socio-politiques qu'a connu le pays depuis 2002 - constituent un frein au processus de mise en œuvre de la loi. Une terre, qui fait l'objet de conflits, ne peut être immatriculée, faute de possibilité de délivrance d'une attestation « d'existence continue et paisible des droits coutumiers ». La crainte réside également dans l'émergence de conflits latents à la faveur de l'identification des droits fonciers en préalable à leur enregistrement.

En outre, le délai de 10 ans fixé pour l'immatriculation de toutes les terres laisse peu de temps pour que la mutation des droits fonciers telle qu'imposée par la loi se fasse de manière durable et consensuelle, sans porter atteinte à la cohésion sociale.

Dans ce contexte, le présent projet entend proposer une approche qui permette de remettre les communautés locales au cœur de la construction d'une nouvelle gouvernance foncière par la définition de règles consensuelles au niveau local. En ouvrant des espaces de dialogue et de débat au sein des communautés, ce projet cherche à rendre possible l'expression de la diversité des points de vue sur la gestion foncière et à favoriser la formulation de solutions co-construites pour répondre aux défis d'une sécurisation foncière des communautés villageoises dans leur ensemble.

Ce part de l'hypothèse qu'une gouvernance foncière inclusive au niveau local est susceptible de contribuer à la sécurisation foncière et à garantir la cohésion sociale, cela implique des efforts au niveau de la gestion locale. Il s'agit alors de bâtir cette gouvernance locale ou du moins aider à son amélioration pour aboutir à la cohésion sociale, à la paix et à la réduction des conflits

Le projet propose plusieurs étapes. Pour l'année 2016, ces étapes suivantes ont été franchies :

- La phase introductive dont l'objectif est la formation et l'appropriation de l'outil et de la méthodologie. Elle a permis la maitrise de la méthode de simulation participative et de l'outil TerriStories par les animateurs. Pour ce faire, l'outil a été adapté aux réalités de la gouvernance foncière en Côte d'Ivoire (contexte, culture, cadre juridique…)

- La phase de simulation participative prospective a permis la tenue des ateliers permettant aux populations de partir d'une situation fictive d'appréhender leurs situations réelles. Des hypothèses générales ont résulté du dialogue communautaire.

- La phase d'accompagnement des villages s'est réalisée à travers des visites terrain mensuelles pour suivre les hypothèses générales, les murir vers des recommandations tant avec les villageois qu'avec les autres acteurs locaux. Ces visites capitaliseront les points de plaidoyer et prépareront les assemblées communautaires qui seront réalisés en 2017.

Ce projet en expérimentation se fait dans un esprit de « replicabilité » et de démultiplication pour que l'approche puisse aider le réseau Inades-Formation à faire face aux différents problèmes de gouvernance foncière.

# 5 VIE ASSOCIATIVE

## Une conférence internationale pour approfondir les réflexions sur l'engagement du réseau Inades-Formation au service du bien commun

Plus de 90 personnes, en provenance de divers horizons et représentant les associations nationales, les membres associés d'Inades-Formation, les Associations de solidarité internationale, les partenaires techniques et financiers locaux et internationaux ont pris part au désormais traditionnel atelier de réflexion, organisé par Inades-Formation en prélude à son assemblée générale ordinaire internationale.

L'atelier qui s'est déroulé du 21 au 23 novembre 2016 à Abidjan a eu pour thème **« Les associations de développement (ONG) en Afrique et l'engagement de leurs membres au service du bien commun : quels vécus et quels changements souhaités ?»** .

L'atelier a été un espace de partage d'expériences et de réflexions stratégiques sur la vie associative et le rôle des associations face aux défis actuels de construction d'une société plus solidaire, plus juste et plus équitable.

Il a débuté par un panel introductif qui a vu l'intervention de juriste, sociologue, anthropologue, et acteur de développement. Le panel a permis de faire ressortir des réalités du monde associatif en Afrique et des questionnements liés au contexte d'évolution actuel et ses défis ainsi qu'à la capacité des ONG à les relever et à apporter le changement nécessaire.

Plusieurs associations locales et internationales, ont partagé leurs expériences en matière d'organisation, de motivation et mobilisation des membres au cours de l'atelier.

Invités à poser un diagnostic sur le contexte de développement et la situation des associations de développement en Afrique, les participants n'ont pas manqué de relever les maux qui minent les associations africaines dont entre autres le faible engagement et militantisme associatif, la faible structuration et institutionnalisation, le manque d'autonomie financière qui les empêche d'être performantes et de contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour pallier ces insuffisances, les participants ont proposé des pistes d'action à Inades-Formation, notamment le développement d'un leadership participatif, le renforcement du militantisme associatif, susciter le volontariat et le bénévolat particulièrement chez les jeunes, le travail en synergie avec d'autres organisations, le passage d'une organisation d'accompagnement à une organisation d'intégration, etc.
Ces propositions ont nourri les réflexions et les

*Le nouveau PCAI et son prédécesseur entourés des membres du CA et du SG d'Inades-Formation lors de l'AG de nov 2016*

travaux de la 15ème assemblée générale ordinaire internationale d'Inades-Formation qui a suivi l'atelier.

## Élection d'un nouveau président à la tête de l'association internationale Inades-Formation

*Egide Bashirahishize, nouveau PCAI d'Inades-Formation*

L'Assemblée Générale de l'Association internationale Inades-Formation s'est tenue les 25 et 26 novembre 2016 à Abidjan.

Elle a réuni les représentants des différentes associations nationales et les membres associés internationaux autour du thème « Inades-Formation et l'engagement de ses membres au service du bien commun : quels vécus et quels changements souhaités ?».

Au cours de cette assemblée générale, l'association Internationale a procédé au renouvellement de ses instances.

M. Egide Bashirahishize, anciennement président de l'association nationale Inades-Formation Burundi, a ainsi été porté à la tête de l'organisation, remplaçant M. Lambert Akan Mimpiya qui a assumé la fonction de PCAI de 2010 à 2016.

Après son élection, M. Egide Bashirahishize a remercié tous les membres associés pour la confiance placée en lui et s'est engagé à poursuivre l'œuvre de son prédécesseur dans l'esprit des pères fondateurs, les pères Jésuites dans lequel il a invité chacun à se ressourcer.

Notons que l'assemblée générale a adopté 8 résolutions portant entre autres sur l'approbation des différents rapports présentés, le renforcement du militantisme associatif, à la préparation d'une relève avec les jeunes, à la mobilisation des ressources et valorisation des ressources locales.

# 6 ETUDES

## BURKINA FASO
### Une étude pour la valorisation du Saba senegalensis (Wèda)

L'exploitation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) est l'une des activités de la population de Oula. Cette commune est située dans la province du Yatenga, localité de la région du Nord du Burkina Faso. A une certaine période de l'année, les fruits de Saba senegalensis ou « wèda » en langue mooré sont abondants à Oula.

Le Saba senegalensis est un arbuste dont les fruits sont utilisés dans la préparation de certains mets traditionnels. Ces fruits possèdent une qualité nutritionnelle élevée par leur teneur en vitamines (C, B6) et minéraux.

*Le saba senegalensis dit Wèda en langue mooré*

Les différentes parties de la plante de Saba senegalensis (feuilles, vrilles, latex, fruit, racines) sont utilisées dans l'alimentation et en pharmacopée pour le traitement de certains maux (intoxications alimentaires, migraines, maladies infantiles, stimulation de la fertilité chez les femmes, etc.). L'exploitation des fruits de Saba senegalensis constitue une source importante de revenus et de création d'emplois.

Cependant, la filière Saba senegalensis est confrontée à un problème de structuration et d'inorganisation. Les acteurs dans chaque maillon (cueillette, commercialisation, transformation, consommation) opèrent individuellement et de façon informelle. Cela ne leur permet pas de tirer un meilleur profit de ce produit forestier non ligneux et rend difficile l'appui des partenaires techniques.

A cela s'ajoute l'inaccessibilité des équipements pour une meilleure récolte et une transformation des fruits, la difficulté pour un séchage adéquat de la pulpe des fruits et la faible maîtrise des techniques de transformation des fruits dans le respect des normes de qualité.

Pour une meilleure promotion et valorisation du Saba senegalensis, Inades-Formation Burkina a favorisé la réalisation d'une étude sur cette filière. L'étude a été conduite par un élève du Centre Agricole Polyvalent de Matourkou dans le cadre de son stage de fin de cycle de formation de Technicien Supérieur d'Agriculture.

La filière Saba senegalensis comporte des atouts et opportunités qui peuvent favoriser sa promotion au niveau local, régional et national.

On peut citer : Le potentiel relativement important en termes de pieds de Saba senegalensis dans la commune de Oula, la possibilité d'un accroissement de ce potentiel naturel de Saba senegalensis par des actions de reboisement, la possibilité de greffage des espèces locales Saba senegalensis pour améliorer leur productivité et la qualité de leurs fruits, l'intérêt de plus en plus croissant de la population par une exploitation rentable des fruits, l'existence d'une transformation des fruits en jus, sirop, vin, confiture.

Il existe aussi une stratégie nationale pour la promotion et la valorisation des PFNL au Burkina Faso et des partenaires techniques et financiers intervenant particulièrement dans la filière Saba senegalensis.

L'étude recommande une plus grande professionnalisation des acteurs de la filière Saba senegalensis en agissant sur tous les maillons : production, collecte, transformation et commercialisation. Cela permettra d'accroître la productivité et la qualité des produits de Saba senegalensis et d'améliorer leur compétitivité et leur mise en marché.

## TOGO

## Analyse socio-économique des pratiques agro écologiques développées dans la région des savanes.

BURKINA-FASO
Unité-Progrès-Justice

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES
SECRETARIAT GENERAL
CENTRE AGRICOLE POLYVALENT DE MATOURKOU
BP : 130 BOBO DIOULASSO
TEL : 20 98 22 27
E-mail : capmbobo@fasonet.bf

INSTITUT AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL - CENTRE AFRICAIN DE FORMATION
BUREAU NATIONAL DU BURKINA
BP : 1022 Ouagadougou 01
TEL : 25 34 28 29
E-mail : inadesb@fasonet.bf

Rapport de stage de fin de cycle

*Présenté en vue de l'obtention du Brevet de Technicien Supérieur d'Agriculture (BTSA)*

THEME :

Stratégie d'accompagnement des communautés rurales pour une meilleure valorisation des produits forestiers non ligneux : cas de la filière *Saba senegalensis* dans la Commune Rurale de Oula

Présenté et soutenu par :
ILBOUDO/TIEMDE W. Salomé

Maître de stage :
M. Ousséni OUEDRAOGO
Ingénieur Agronome

Co-Maître de stage :
M. J. Chrysostome PIZONGO
Inspecteur des Eaux et Forêts

N°.....2016

Octobre 2016

Une analyse économique des pratiques agroécologiques développées sur le projet d'Intensification agroécologique de la production agricole et gestion durable des ressources naturelles dans la région des savanes a été réalisée dans le cadre d'un stage d'une étudiante de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA).

Le projet vise à permettre aux producteurs et à leurs organisations d'améliorer la fertilité des sols et d'intensifier durablement la production agricole, par la mise en place de pratiques et petits aménagements de conservation de l'eau et des sols, par une meilleure intégration agriculture-élevage et par des pratiques agro forestières.

L'étude quant à elle vise à analyser et contribuer à une meilleure adoption des pratiques agro écologiques en démontrant la rentabilité socio-économique de celles-ci dans un contexte d'épuisement des ressources naturelles.
Spécifiquement, il était question de :

- relever les contraintes d'ordre technique, économique et socioculturel compromettant la mise en place des pratiques ;
- étudier la rentabilité économique de deux (2) à trois (3) importantes pratiques agro écologiques développées sur le projet ;
- proposer une stratégie de valorisation des résultats de l'analyse auprès des acteurs pour renforcer l'adoption desdites pratiques.

Concrètement, une enquête a été menée auprès des paysans bénéficiaires en vue d'évaluer la rentabilité économique, les taux d'adoption et les contraintes à l'adoption des pratiques vulgarisées.

Il ressort de l'évaluation que toutes les pratiques vulgarisées (compostage, association de cultures, maraîchage écologique, lots boisés, rotation de cultures, etc.) sont du point de vue économique rentables.

Toutefois, le taux d'adoption est faible (3%) pour certaines pratiques comme le paillage et fort (80%) pour d'autres comme le compost.

Les contraintes qui freinent l'adoption massive de ces pratiques sont principalement : la non disponibilité de la main-d'œuvre, la pénibilité du travail et les pesanteurs socio-culturelles. Certaines contraintes sont spécifiques aux pratiques comme le manque de cailloux pour la construction des cordons pierreux.

## Les arrangements sur les biens fonciers ruraux en Côte d'Ivoire : Etat des lieux et Enjeux pour la régulation au marché foncier

Le département Campagnes et plaidoyer du secrétariat général d'Inades-Formation intensifie ses activités sur le foncier en Côte d'Ivoire.
Son objectif est d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique foncière juste et équitable pour une vie digne pour tous, par une gestion participative, une sécurisation concertée et approuvée par les différents acteurs de la chaine foncière, en vue de la cohésion sociale, et la préservation des intérêts des populations locales et des générations futures.

Ainsi, à la suite de l'étude réalisée en 2015 sur « les entraves à la mise en œuvre de la loi foncière de 98 », le département s'est engagé dans une autre étude intitulée : « Etude sur les arrangements sur les biens fonciers ruraux en Côte d'Ivoire : Etat des lieux et Enjeux pour la régulation du marché foncier».

En effet, la gestion du foncier en Côte d'Ivoire, bien que régie par un cadre légal, en l'occurrence la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, est en grande partie basée sur des pratiques coutumières liées à chaque aire culturelle ivoirienne.

Il existe dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire une pluralité de pratiques locales en matière de transaction foncière. On peut noter entre autres, les ventes, les locations, les baux emphytéotiques, le planter-partager, mise en gage, partage de la récolte, etc., qui sur le terrain se rencontrent sous une diversité de formes. Du fait qu'elles ne sont pas pour la plupart du temps formalisées, ces transactions engendrent des conflits ou du moins, les papiers sous seing privé signés par les contractants ne facilitent pas le règlement des conflits fonciers.

Aussi, des descriptifs faits sur les pratiques d'accès à la terre, ces acteurs et le Ministère de l'Agriculture ont-ils pu concevoir deux types de modèles de contrats : les modèles de contrats pré-certification et les modèles de contrats post-certification de la terre ; la certification faisant allusion à la production de certificat et titre fonciers.

Cependant, ces modèles de contrat n'ont pas pu être vulgarisés. L'ascension des acquisitions massives de terres rurales par les élites politiques et hommes d'affaires suscite le développement de contractualisations (par une multitude de « papiers » de sécurisation liant le cédant au preneur) dans les arrangements fonciers.
Or, ces petits papiers ou leur non production est source de conflit foncier.

Les données de l'étude menée par Inades-Formation sur « les entraves à la mise en œuvre de la loi foncière de 98 » (en 2015) montrent que les conflits fonciers constituent une des principales entraves à la mise en œuvre de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998. L'origine de ces conflits est diverse, et la remise en cause des clauses des arrangements fonciers dont la plupart n'ont pas fait 'objet de contrats formels (écrits), en est l'une des principales. Ceci rend difficile le règlement des conflits fonciers qui en résultent.

Il est donc indispensable, pour éviter davantage de conflits fonciers à l'avenir, de promouvoir une culture de l'usage de contrat légal lors des transactions sur les biens fonciers ruraux.

Mais d'autre part, comment arriver à la sécurisation et à la pacification des arrangements et contrats passés, qui restent sources de nombreux conflits ?
Comment se postulent les pratiques d'accès à la terre dans les principaux groupes ethnoculturels de la Côte d'ivoire, dans tous les systèmes écologiques ?
Dans l'ensemble des aires ethnoculturelles, existe-t-il une perception commune de ces pratiques ?

C'est pour trouver des réponses à ces questions que la nouvelle étude est réalisée.
Elle vise à analyser de façon exhaustive les différentes pratiques d'arrangements fonciers qui ont cours dans les aires ethnolinguistiques de la Côte d'Ivoire.
Il s'agit d'inventorier et catégoriser et cartographier les différentes pratiques en matière de transactions foncières en tenant compte de l'ensemble des aires ethnolinguistiques, les classifier, dégager les modes de reconnaissance des arrangements passés. Il s'agit également, sous l'angle des dynamiques socio-culturelles qui sous-tendent ces arrangements, d'identifier les acteurs et de déterminer leurs impacts sur la vie socio-économique vie des communautés rurales ainsi que sur la cohésion sociale .

Les résultats de l'étude seront publiés en 2017.

## Inades-Formation avec la COPAGEN pour la protection de la biodiversité

Plusieurs actions de plaidoyer d'Inades-Formation au niveaux national et international se sont déroulées par le biais de la COPAGEN (Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain) dont elle est membre. L'association Nationale Inades-Formation Côte d'Ivoire en est le point focel régional et le pendant ivoirien la COPAGEN est appelé CIBIOV (Comité ivoirien de bio-vigilance).

***Au niveau de la Côte d'Ivoire***

La CIBIOV a contribué, grâce aux sensibilisations menées, à l'amélioration des textes juridiques sur la biosécurité, tant au plan régional que national. L'une des propositions majeures, à savoir la prise en compte des droits des communautés de vivre dans des zones sans OGM, a, en effet, fait l'objet d'un chapitre entier dans le texte.
Au titre des organes qui régenteront la biosécurité en Côte d'Ivoire, le texte de loi prévoit un observatoire national de biosécurité qui sera animé par les acteurs de la société civile ivoirienne. De plus au niveau national, les consultations des populations en cours, en vue de recueillir leurs avis sur les aménagements de la loi foncière, constituent un cadre pour elles de participer au débat public.

***Actions au niveau international***

Le Bureau National d'Inades-Formation Côte d'Ivoire, en tant que point focal régional de la COPAGEN, a organisé et/ou participé à de nombreuses actions de mobilisation internationales en faveur de la préservation de la biodiversité.
Les principales actions menées sont :

• La caravane ouest africaine sur les droits des peuples à la terre, à l'eau, aux semences et aux autres ressources naturelles organisée par la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau- Afrique de l'Ouest du 3 au 19 mars 2016. La caravane a sillonné plusieurs localités du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal avec la participation de quinze (15) délégations des pays de l'espace CEDEAO. Elle a été émaillée d'ateliers, de conférences, de panels, de marches, témoignages de paysans-nes, visites de stands de produits et de champs agro écologiques et d'une remise du livret vert de la Convergence aux autorités administratives nationales et locales.

• La participation aux Rencontres Internationales de Résistance aux OGM (RIR-OGM), du 22 au 24 avril 2016 à l'invitation du Collectif Citoyen Agroécologique (CCAE).
La COPAGEN a profité de cet espace pour participer au débat, en s'appuyant sur les conclusions provisoires de son rapport d'étude relative aux impacts socio-économiques du coton Bt au Burkina Faso et le film documentaire « Le Coton Bt au Burkina Faso, la moisson des désillusions ». Dans la ferveur de ces rencontres, la COPAGEN a publié des articles et accordé des interviews à des organes de presse. (« OGM l'Afrique à tout prix » mis en ligne le 12 mai 2016, consultable sur http://www.jeuneafrique.com/mag/320506/economie/ogm-lafrique-a-prix/.

• Publication de 2 articles sur les OGM : « Des OGM pour l'Afrique° : les enjeux et le jeu des acteurs »; « OGM: l'Afrique, terrain de jeu des multinationales »).

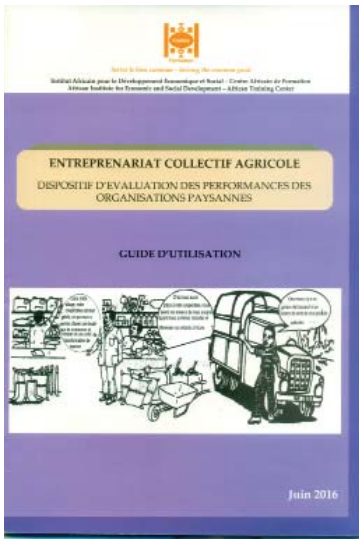
• En mai 2016, un mémorandum a été remis à l'INERA (la recherche agronomique du Burkina Faso), afin d'alerter la recherche sur les risques encourus par le Burkina Faso et les pays de la sous-région avec l'adoption des OGM.

• La participation aux activités de mobilisation sociale contre les OGM et Monsanto en Europe : Une tournée en Europe commencé à Paris pour s'achever à Rome dans le courant du mois d'octobre 2016 a été réalisée. La COPAGEN a notamment animé une émission relative au Tribunal International contre Monsanto (TIM), participé à un panel sur « la tension qui existe entre les droits des paysans sur leurs semences et les DPI appliqués au vivant » et accordé plusieurs interviews aux médias internationaux qui ont relayé l'événement. Ces activités ont permis de mettre en lumière les incidences des réformes politiques et des réglementations semencières sur les droits des paysans sur leurs semences et les connaissances associées en Afrique.

La COPAGEN a particulièrement fait témoigner à la Haye, un paysan burkinabé, M. Ousmane Tiendrébéogo qui a relaté son expérience sur les dommages imputables à la culture du coton transgénique Bt au Burkina Faso.

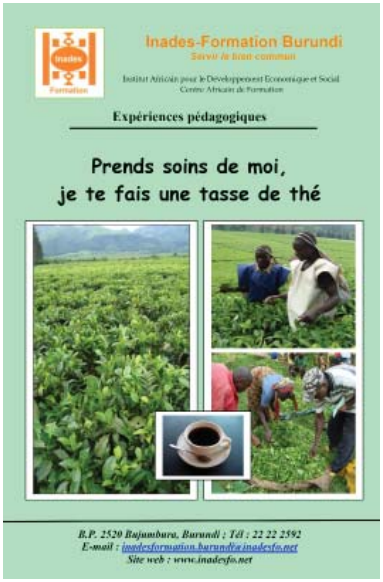
# 7 PUBLICATIONS

## «Entrepreneuriat collectif agricole : Dispositif d'évaluation des performances des organisations paysannes »




Les organisations paysannes en Afrique se posent régulièrement la question de savoir si elles sont sur le bon chemin. Est-ce que l'organisation paysanne, en tant que structure peut fonctionner durablement ? Est-ce que les orientations prises, les activités entreprises et notamment les services fournis aux membres contribuent-ils à une amélioration effective de leur situation ? Face à ces questionnements, le Secrétariat général d'Inades-Formation a entrepris d'élaborer et de diffuser ce document pédagogique sur les indicateurs d'analyse des performances des organisations paysannes. Ce document vient en complément de la série de Livrets sur l'Entreprenariat collectif agricole (ECAGRI) élaborée par Inades-Formation. A travers ce document, Inades-Formation se propose de mettre à la disposition des gestionnaires et agents des organisations paysannes, des institutions d'appui-conseil au monde rural, des repères et une démarche qui peuvent les aider à renforcer leurs capacités techniques sur ce thème et à mieux accompagner les organisations paysannes vers leur autonomisation.
Ce dispositif qui intègre l'ensemble des principes coopératifs et des indicateurs transversaux valables pour toute organisation paysanne, permet d'évaluer les performances des organisations

## Livret de Capitalisation sur le Thé: «Prends soins de moi, je te fais une tasse de thé»

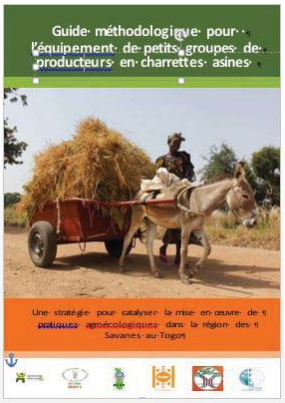



Dans cette publication intitulée «**Prends soins de moi, je te fais une tasse de thé**», Inades-Formation Burundi a capitalisé son expérience d'accompagnement des producteurs de thé qui aujourd'hui, sont regroupés en associations au niveau de la base (collinaire), en unions au niveau des secteurs, en fédérations et coopératives au niveau des usines, et au niveau supérieur en une Confédération Nationale.
En plus du contexte de la filière thé et du mouvement associatif des producteurs de thé, le document se concentre surtout sur les actions qui ont été menées par Inades-Formation Burundi pendant la période d'accompagnement. Une place importante est réservée à l'appréciation par les théiculteurs, hommes et femmes, des changements induits par les appuis des différents acteurs dans la filière thé. Les responsables au haut niveau de la filière thé et l'administration locale ont également eu un espace pour apprécier les résultats atteints par les organisations des producteurs de thé en collaboration avec les accompagnateurs. Le document conclu par les résultats atteints en général, les défis et les perspectives d'avenir des producteurs de thé à différents niveaux de structuration.

## Livret de capitalisation: « Planification et gestion du développement local, Retour d'expériences de la communauté d'Attitogon 2009-2016 »

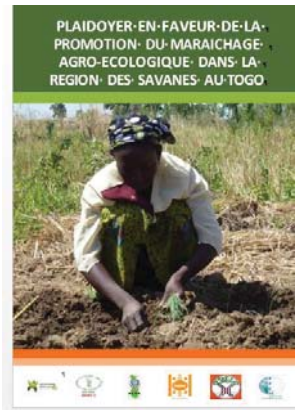
La « Planification et gestion du développement local, Retour d'expériences de la communauté d'Attitogon 2009-2016 » est un livret de capitalisation qui présente l'expérience d'accompagnement du développement local conduite dans ce canton; capitalisation qui a permis à Inades-Formation Togo d'étendre son appui à d'autres collectivités.
Ce livret de capitalisation retrace le cheminement de l'appui de la gestion participative du développement local et de ses impacts dans la vie des communautés d'Attitogon, devenu aujourd'hui un « canton modèle » dans la Préfecture du Bas-Mono aux dires mêmes des autorités locales et de certains cantons voisins.

## Guide méthodologique pour l'équipement de petits groupes de producteurs en charrettes asines, Une stratégie pour catalyser la mise en œuvre de pratiques agroécologiques dans la région des Savanes au Togo




Ce guide aborde la problématique du transport des matériaux agricoles ce document et décrit la démarche adoptée pour l'équipement de petits groupes de producteurs(trices) (3 à 5 personnes) en kits composés d'une charrette et d'un âne, de sa gestion et de son renouvellement.

## Plaidoyer en faveur de la promotion du maraîchage agroécologique dans la région des savanes au Togo




Ce document capitalise l'expérience du maraîchage agroécologique. Ce document décrit la stratégie d'aménagement des sites maraîchers, de renforcement de capacités des bénéficiaires, de dotation en équipement (motopompe), de mise en place du comité de gestion et des mécanismes de gestion des ouvrages, de l'utilisation des engrais organiques, etc.

## Plaidoyer en faveur de la promotion du maraîchage agroécologique dans la région des savanes au Togo

La publication fait une capitalisation sur le maraîchage agroécologique. Ce document décrit la stratégie d'aménagement des sites maraîchers, de renforcement de capacités des bénéficiaires, de dotation en équipement (motopompe), de mise en place du comité de gestion et des mécanismes de gestion des ouvrages, de l'utilisation des engrais organiques, etc.

## Guide méthodologique pour la mise en œuvre du zonage dans la région des Savanes : Un outil pour la mise en place effective des pratiques agroécologiques et la gestion concertée des ressources naturelles au niveau d'un terroir

Ce guide développe la méthodologie pour la mise en œuvre du zonage. Il décrit la démarche pour la mise en place effective des pratiques agrobiologiques et la gestion concertée des ressources naturelles au niveau d'un terroir.

# 8 RAPPORT FINANCIER

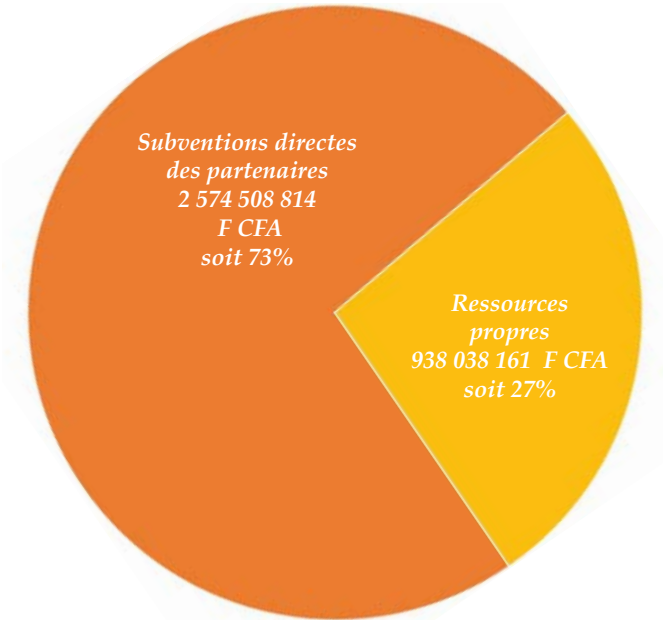
## RESSOURCES FINANCIERES

Le réseau a mobilisé des ressources globales de **3 512 546 975 FCFA** dont 938 038 161 FCFA de ressources propres et 2 574 508 814 FCFA de subventions directes.

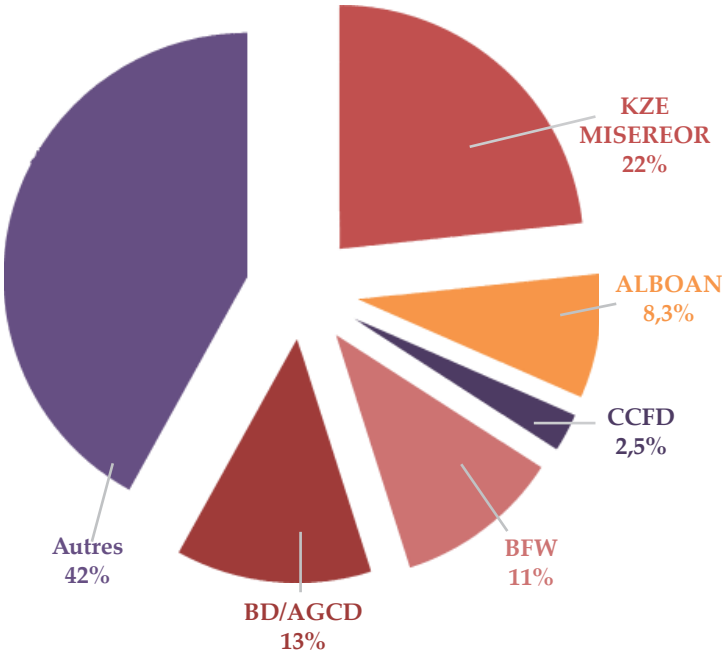
**144 628 883 FCFA** de ces ressources ont été allouées aux équipements (aménagements de terrain, le matériel de transport, le matériel informatique), dont **39 304 721 FCFA** prélevés sur des réserves constituées.

Pour son exploitation, le réseau a disposé de **3 406 303 137 FCFA**.

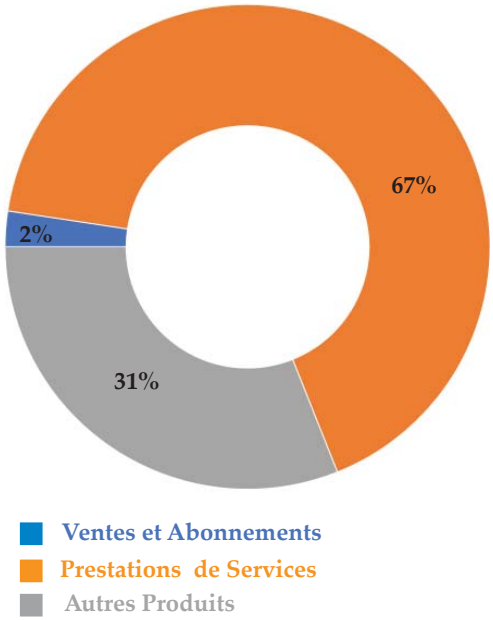
## CATEGORISATION DES RESSOURCES MOBILISEES



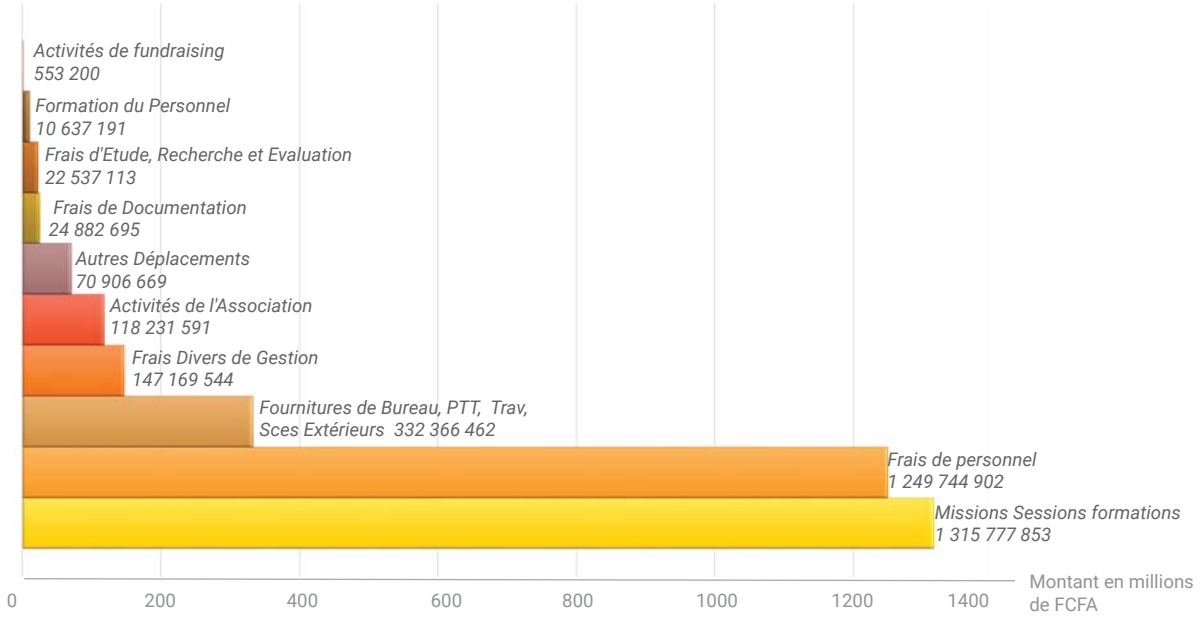

**REPARTITION DES RESSOURCES DU RESEAU PAR PARTENAIRES FINANCIERS**




**RESSOURCES PROPRES DU RESEAU**



# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2016




# LE PERSONNEL DU RESEAU EN 2016

**Effectif total du personnel**

**237** Employés

**Effectif du personnel par catégorie**

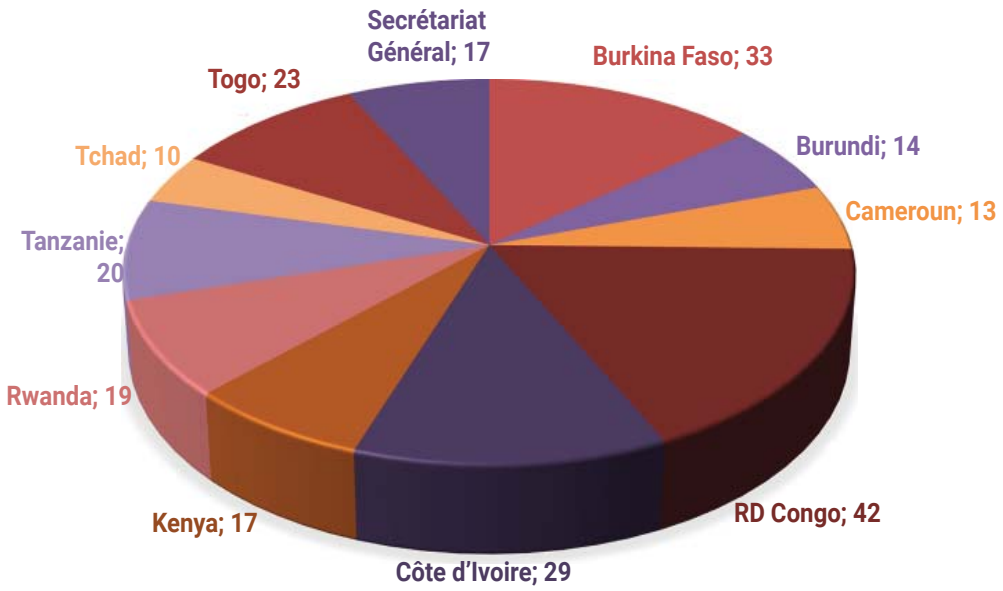
**138** Cadres et agents techniques

**37** Employés de bureau

**28** Cadres administratifs

**34** Autres employés

**Effectif du personnel par pays/bureau**



# LE RESEAU INADES-FORMATION

**Inades-Formation Burkina**
**Président** : PARE Jean-Célestin
**Directrice** : Mme Aline ZONGO
**Adresse** : 01 BP 1022 Ouagadougou 01
**Tél.** : (226) 25 34 28 29/25 34 03 41
inadesformation.burkina@inadesfo.net

**Inades-Formation Burundi**
**Président** : M. BASHIRAHISHIZE Egide
**Directeur** : M. SAHINGUVU Richard
**Adresse** : BP 2520 Bujumbura
**Tel.** : (257) 22 22 25 92 / 22 22 65 49
Fax : (257) 22 22 65 86
inadesformation.burundi@inadesfo.net

**Inades-Formation Cameroun**
**Président** : M. NKODO Maurice
**Directrice** : Mme MBALLA Elisabeth
**Adresse** : BP 11 Yaoundé
**Tél.** : (237) 22 21 15 51/22 21 17 48
**Fax** : (237) 22 21 11 44
inadesformation.cameroun@inadesfo.net

**Antenne de Bamenda**
**Délégué :** M. SAMA Khan Emmanuel
**Adresse** : P.O. Box 252 Bamenda
**Tél.** : (237) 33 36 11 80
**Fax** : (237) 33 36 15 17

**Antenne de Maroua**
**Délégué : M.** DAKGNA Abel
**Adresse** : B.P. 167 Maroua
**Tél.** : (237) 22 29 13 82
**Fax** : (237) 22 29 30 24

**Inades-Formation Cote d'Ivoire**
**Président :** M. BIATCHON Séraphin
**Directrice** : Mme KONE Kadidja
**Adresse** : BP 1085 Cidex 1 Abidjan
**Tél.** : (225) 22 50 40 71
**Fax** : (225) 22 50 40 72
inadesformation.cotedivoire@inadesfo.net

**Inades-Formation Kenya**
**Président** : M. KYALO Solomon
**Directeur** : M. MULI Japhet
**Adresse** : P.O. Box 1905 90100
Machakos, Kenya
**Tél.** : (254) 44 21 595
**Fax** : (254) 44 20 319
inadesformation.kenya@inadesfo.net

**Inades-Formation RD Congo**
**Présidente** : Mme MUJITO Sophie
**Directeur** : M. NTUMBA Sylvain
**Adresse** : BP 5717 Kinshasa
**Tél.** :(243) 151 64 330 / 998 24 60 79
**Fax** : (243) 988 01 695
inadesformation.congo@inadesfo.net

**Antenne de Kananga**
**Délégué :** M. Martin KAMBA
B.P. 70 Luluabourg-Kasaï Occidental
63, Av. de la Corniche
Commune de Kananga

**Antenne de Kikwit**
**Délégué :** M. Norbert KINVULA
B.P. 254 Kikwit (Bandundu)
35, Av. Lukengo-Kikwit- Plateau

**Inades-Formation Rwanda**
**Présidente** : Mme NYINAWAGAGA C.
**Directeur** : M. Innocent KARANGWA
**Adresse** : P.O. Box 203 Dodoma
**Tél.** : (255) 26 235 42 30
**Fax** : (255) 26 235 47 22
inadesformation.tanzanie@inadesfo.net

**Inades-Formation Tanzania**
**Président** : M. KIBWANA Oziniel
**Directeur** : M. KILAVE Edwin
**Adresse** : P.O. Box 203 Dodoma
**Tél.** : (255) 26 235 42 30
Fax : (255) 26 235 47 22
inadesformation.tanzania@inadesfo.net

**Antenne de Mbeya**
**Délégué :** M. Iddi BARUANI

**Inades-Formation Tchad**
**Président** : Mme NELOUMNGAYE E.
**Directeur** : M. Dounia Kagné
**Adresse** : BP 945 Ndjaména
**Tél.** : (235) 22 51 70 24
**Fax** : (235) 22 51 52 70
inadesformation.tchad@inadesfo.net

**Antenne de Moundou**
**Délégué :** M. Djiraïbé NOUBADY
B.P. 70 Moundou
**Tél.** : (235) 2 69 14 99
**Fax** : (237) 2 69 10 71
inades.antenne@intnet.td

**Inades-Formation Togo**
**Président** : M. EDOH Wallace Servais
**Directeur** : ADESSOU Sena K.
**Adresse** : BP 12472 Lomé
**Tél.** : (228) 22 25 92 16
**Fax** : (228) 22 25 92 17
inadesformation.togo@inadesfo.net

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION INTERNATIONAL

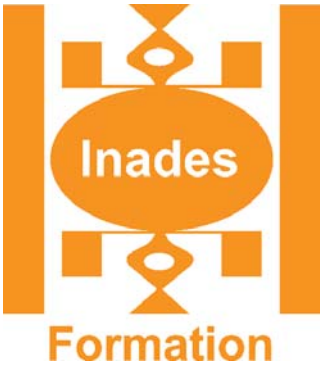
| NOM ET PRÉNOMS | STATUT |
|---|---|
| M. BASHIRAHISHIZE Egide | Président |
| M. PARE Jean- Célestin | Représentant, Inades-Formation Burkina Faso |
| M. MASUGURU Apollinaire | Représentant, Inades-Formation Burundi |
| M. NKODO Maurice | Représentant, Inades-Formation Cameroun |
| M. BIATCHON Séraphin | Représentant, Inades-Formation Côte d'Ivoire |
| M. KYALO Solomon | Représentant, Inades-Formation Kenya |
| Mme MUJITO Sophie | Représentante, Inades-Formation RD Congo |
| Mme NYINAWAGAGA Claudine | Représentant, Inades-Formation Rwanda |
| M. KATUNZI Alphonse | Représentant, Inades-Formation Tanzanie |
| Mme NELOUMNGAYE Elisabeth | Représentante, Inades-Formation Tchad |
| M. WALLACE Edoh Servais | Représentant, Inades-Formation Togo |
| Mme BERE-LOMPO Célestine | Trésorière |
| Père LOUA Hyacinthe, sj | Compagnie de Jésus |

## LE SECRETARIAT GENERAL

**Secrétaire général** :
M. NGANG F. Francis

**Secrétaire général Adjoint chargé de l'Administration & des Finances** :
M. MOUMBAGNA Mama

**Secrétaire général Adjoint chargé de l'Appui pédagogique**:
M. BARIDOMO Pascal




*Servir le bien commun*

Secrétariat Général
08 B.P. 8 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire
Tel: (225) 22 40 02 16
Fax : (225) 22 40 02 30
Email: inadesformation.sg@inadesfo.net
Site web: www.inadesformation.net